



# AVIS DE CONVOCATION

## ASSEMBLEE GENERALE MIXTE

LUNDI 24 SEPTEMBRE 2012

A 11 heures 30

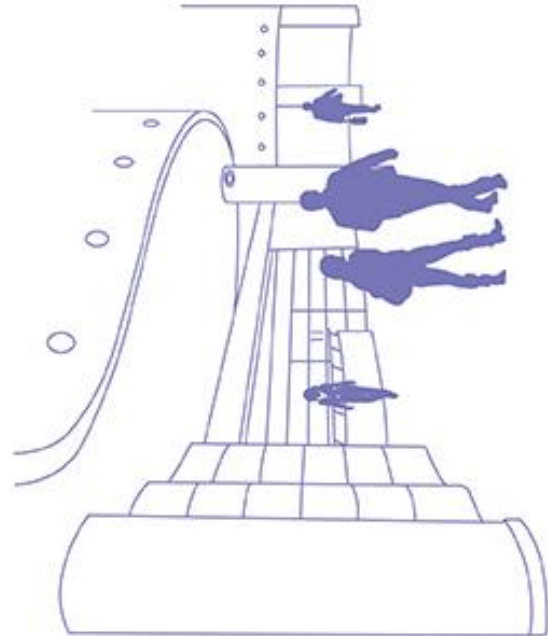
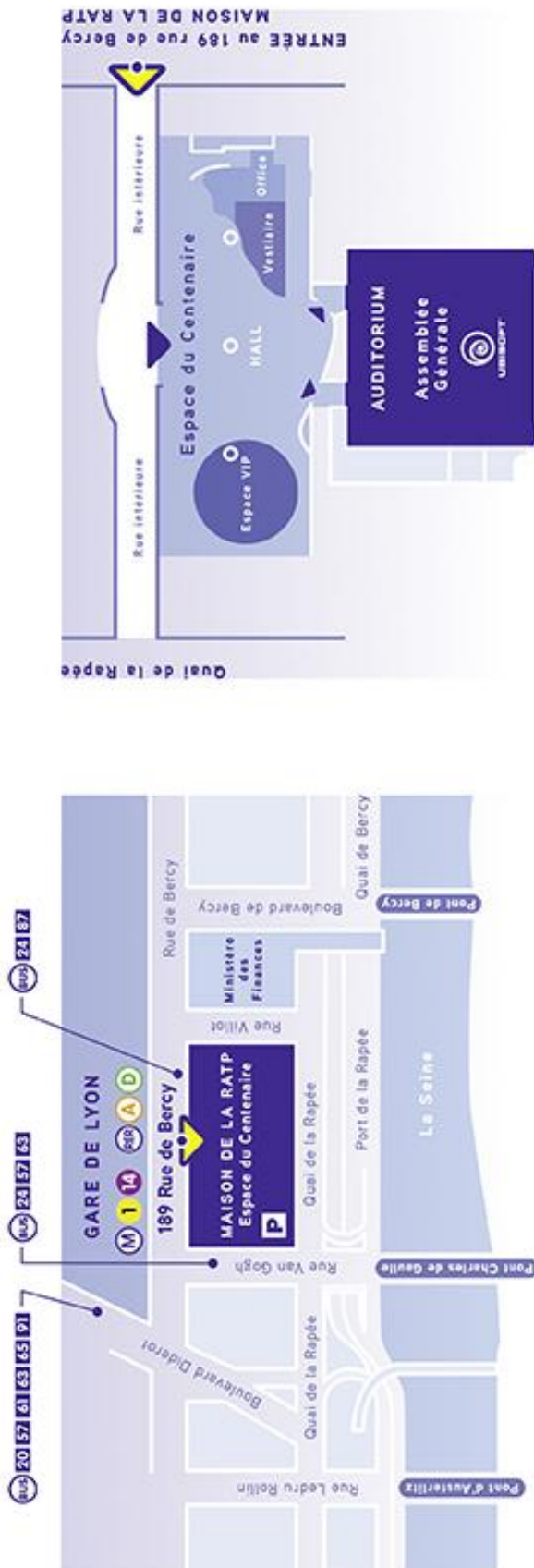
Maison de la RATP  
Espace du Centenaire  
189, rue de Bercy  
75012 Paris  
Métro Gare de Lyon  
Plan d'accès page suivante

Pour faciliter le bon déroulement de la réunion, nous vous remercions :

- de vous présenter à l'avance muni de votre carte d'admission (accueil à partir de 10h45)
- de ne pénétrer dans la salle qu'avec le boîtier de vote qui vous aura été remis lors de la signature de la feuille de présence
- de vous conformer aux indications données en séance pour les modalités pratiques du vote

Documents visés à l'article R. 225-81 du Code de commerce

# PLAN D'ACCES A LA MAISON DE LA RATP - ESPACE DU CENTENAIRE



## LIEU

**MAISON DE LA RATP**  
Espace du Centenaire  
189 rue de Bercy - 75012 Paris

## ACCÈS

Route : périphérique, sortie **Porte de Bercy**, direction **Paris - Centre / Gare de Lyon**.  
Parking public (VINCI) à 1 min.

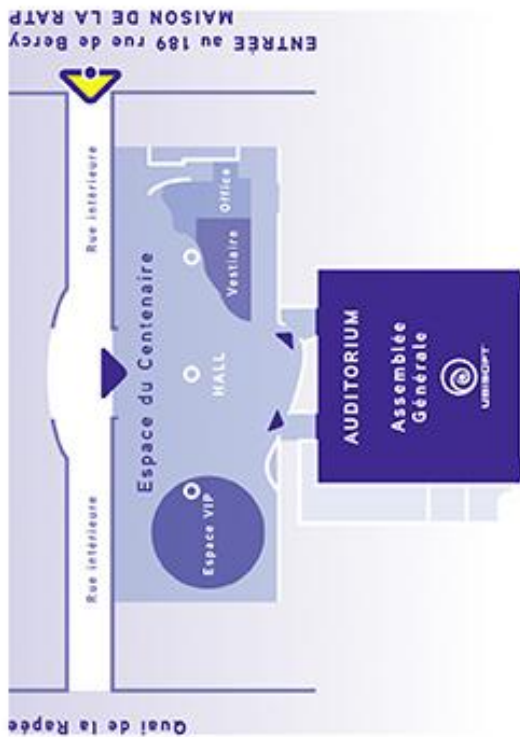
**(RER)** Lignes A et D

**(M)** Lignes 1 et 14

Station **Gare de Lyon**

Sortie **n°7 Rue de Bercy**  
(trotoir d'en face, à gauche - Maison de la RATP)  
ou sortie **n°15 Maison RATP** (accès direct par escalier ou ascenseur à la Maison de la RATP).

**(BUS)** Lignes 20, 24, 29, 57, 61, 63 et 91.



**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE UBISOFT**  
Maison de la RATP • Espace du Centenaire  
24 septembre 2012 • 11:30



# SOMMAIRE

COMMENT PARTICIPER A L'ASSEMBLEE .....	3
UTILISATION DU FORMULAIRE DE VOTE .....	6
EXPOSE SOMMAIRE DE LA SITUATION DU GROUPE UBISOFT SUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012.....	7
RESULTATS FINANCIERS SUR LES CINQ DERNIERS EXERCICES.....	16
ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE.....	17
INFORMATIONS SUR LES CANDIDATS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	39
DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS.....	43

FORMULAIRE DE VOTE PAR CORRESPONDANCE OU PAR PROCURATION JOINT

# COMMENT PARTICIPER A L'ASSEMBLEE

## JUSTIFICATION DE LA QUALITE D'ACTIONNAIRE

Conformément à l'article R. 225-85 du Code commerce, il est justifié du droit de participer à l'Assemblée par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au troisième jour ouvré précédant l'Assemblée soit le **19 septembre 2012 à zéro heure** (heure de Paris) (ci-après **J-3**) :

- soit, **pour les actionnaires propriétaires d'actions nominatives**, dans les comptes de titres nominatifs tenus pour la Société par BNP Paribas Securities Services et/ou Amundi,
- soit, **pour les actionnaires propriétaires d'actions au porteur**, dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire financier habilité mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier.

### ➤ Si vos ACTIONS SONT INSCRITES AU NOMINATIF

Vos actions doivent être inscrites en compte au plus tard à **J-3**.

### ➤ Si vos ACTIONS SONT AU PORTEUR

**Votre intermédiaire financier** (établissement, banque, société de bourse ou autre, qui gère le compte-titres sur lequel sont inscrites vos actions UBISOFT ENTERTAINMENT SA) est  **votre interlocuteur exclusif**. Il est le seul habilité à assurer le lien entre la Société ou la banque centralisatrice et vous-même.

Vos titres doivent faire l'objet d'un enregistrement comptable à **J-3**. Cet enregistrement comptable est matérialisé par une **attestation de participation** établie par votre intermédiaire financier.

Tout actionnaire qui a déjà exprimé son vote par correspondance, envoyé un pouvoir ou demandé une carte d'admission ou une attestation de participation, peut à tout moment céder tout ou partie de ses actions :

- **si la cession intervient avant J-3**, la Société invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote par correspondance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation ;
- **si la cession intervient après J-3**, elle n'a pas à être notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en compte par la Société, nonobstant toute convention contraire.

## MODES DE PARTICIPATION A L'ASSEMBLEE

En tant qu'actionnaire d'UBISOFT ENTERTAINMENT SA, **vous avez le droit de participer à l'Assemblée quel que soit le nombre d'actions que vous possédez** ; à ce titre vous pouvez :

- ❶ soit **assister personnellement** à l'Assemblée,
- ❷ soit donner **procuration au Président** de l'Assemblée,
- ❸ soit donner **procuration** à votre **conjoint**, à votre **partenaire** avec lequel vous avez conclu un pacte civil de solidarité ou **toute autre personne physique ou morale de son choix** dans les conditions prévues à l'article L. 225-106 du Code de commerce,
- ❹ **voter par correspondance**.

Le formulaire joint au présent document vous permet de choisir entre ces différents modes de participation. Il vous suffit de **le compléter, de le dater et de le signer**.

## 1 SI VOUS SOUHAITEZ ASSISTER PERSONNELLEMENT A L'ASSEMBLEE

Les actionnaires **désirant assister personnellement à l'Assemblée** devront demander **une carte d'admission** de la façon suivante :

### ➤ Si vos ACTIONS SONT INSCRITES AU NOMINATIF

En adressant le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration joint à la présente convocation **après avoir coché la case A** en haut du formulaire, **daté et signé** dans le cadre prévu à cet effet en bas du formulaire, à :

UBISOFT ENTERTAINMENT SA  
Service Titres (à l'attention d'Isabelle Genouël)  
28, rue Armand Carrel - 93108 MONTREUIL-SOUS-BOIS CEDEX  
Fax : +33 (0) 2 99 93 20 68

Vous recevrez **en retour votre carte d'admission** à l'Assemblée. Dans le cas où celle-ci ne vous parviendrait pas à temps, vous pourrez néanmoins participer sur simple justificatif de votre identité.

### ➤ Si vos ACTIONS SONT AU PORTEUR

Vous devez **demander à votre intermédiaire financier une attestation de participation** qu'il se chargera alors de **transmettre à UBISOFT ENTERTAINMENT SA** (à l'adresse et/ou numéro de fax ci-avant mentionnés), **qui vous fera parvenir une carte d'admission**.

Pour le cas où vous n'auriez pas reçu votre carte d'admission à J-3, vous pourrez demander à votre intermédiaire financier de vous délivrer une attestation de participation pour justifier de votre qualité d'actionnaire et être admis à l'Assemblée.

## 2 SI VOUS SOUHAITEZ DONNER PROCURATION AU PRESIDENT

En adressant le formulaire de vote par correspondance ou par procuration joint à la présente convocation **après avoir coché la case B** en haut du formulaire, **la case « Je donne pouvoir au Président de l'Assemblée générale »**, **daté et signé** dans le cadre prévu à cet effet en bas du formulaire, à UBISOFT ENTERTAINMENT SA (à l'adresse et/ou au numéro fax ci-avant mentionnés).

## 3 SI VOUS SOUHAITEZ VOUS FAIRE REPRESENTER PAR UNE AUTRE PERSONNE

Vous pouvez vous faire représenter à l'Assemblée par un autre actionnaire, votre conjoint, un partenaire avec lequel vous avez conclu un pacte civil de solidarité ou toute autre personne physique ou morale de votre choix **dans les conditions de l'article L. 225-106 du Code de commerce**.

En adressant le formulaire de vote par correspondance ou par procuration joint à la présente convocation **après avoir coché la case B** en haut du formulaire, **la case « Je donne pouvoir à »** et **indiqué les nom, prénom et adresse de votre mandataire**, **daté et signé** dans le cadre prévu à cet effet en bas du formulaire, à UBISOFT ENTERTAINMENT SA (à l'adresse et/ou au numéro fax ci-avant mentionnés).

Conformément aux dispositions de l'article R. 225-79 du Code de commerce, vous pouvez également transmettre cette procuration, **par voie électronique selon les modalités suivantes** :

➤ **Si vos ACTIONS SONT INSCRITES AU NOMINATIF**

En envoyant un e-mail revêtu d'une **signature électronique obtenue par vos soins auprès d'un tiers certificateur habilité** à l'adresse électronique suivante : [mandat-ag@ubisoft.com](mailto:mandat-ag@ubisoft.com) en précisant vos nom, prénom et adresse ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué.

➤ **Si vos ACTIONS SONT AU PORTEUR**

En envoyant un e-mail revêtu d'une **signature électronique obtenue par vos soins auprès d'un tiers certificateur habilité** à l'adresse électronique suivante : [mandat-ag@ubisoft.com](mailto:mandat-ag@ubisoft.com) en précisant vos nom, prénom et adresse et références bancaires complètes ainsi que les nom et prénom du mandataire désigné ou révoqué. La notification devra être accompagnée de **l'attestation de participation** émise par l'intermédiaire dépositaire de vos titres ainsi que **d'un justificatif d'identité**.

La **révocation** du mandat **s'effectue dans les mêmes conditions de forme** que celles utilisées pour sa constitution.

Pour pouvoir être prises en compte par la Société, les désignations ou révocations de mandats exprimées par voie électronique devront être reçues au plus tard la veille de l'Assemblée, à 15 heures, heure de Paris – soit le **23 septembre 2012**.

#### **4 SI VOUS SOUHAITEZ VOTER PAR CORRESPONDANCE**

En adressant le formulaire de vote par correspondance ou par procuration joint à la présente convocation **après avoir coché la case B** en haut du formulaire, **la case « Je vote par correspondance »**, **rempli le cadre vote par correspondance** selon les instructions figurant dans ce cadre, **daté et signé** dans le cadre prévu à cet effet en bas du formulaire, à **UBISOFT ENTERTAINMENT SA** (à l'adresse et/ou au numéro fax ci-avant mentionnés).

Pour être pris en compte les formulaires de vote par correspondance ou par procuration devront parvenir à **UBISOFT ENTERTAINMENT SA** à l'adresse et/ou numéro de fax ci-avant mentionnés, au plus tard trois jours avant la date de l'Assemblée – soit le **21 septembre 2012 à minuit**.

Pour les **actionnaires au porteur**, le formulaire devra impérativement être **accompagné de l'attestation de participation** délivrée par l'intermédiaire habilité.

**L'actionnaire qui a voté par correspondance, envoyé une procuration ou demandé une carte d'admission ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée.**

## **DOCUMENTS RELATIFS A CETTE ASSEMBLEE**

Les documents relatifs à la présente Assemblée sont tenus à la disposition des actionnaires au siège social de la Société ou à l'adresse commerciale de la Société : 28, rue Armand Carrel – 93100 Montreuil-sous-Bois et seront adressés gratuitement à tout actionnaire qui en fera la demande (voir en page 43).

Par ailleurs, ont été publiés sur le site internet de la Société [www.ubisoftgroup.com](http://www.ubisoftgroup.com), espace investisseurs, centre de documentation, Assemblée Générale, les documents et/ou informations prévus à l'article R. 225-73-1 du Code de commerce, à compter du 21<sup>ème</sup> jour précédant l'Assemblée, soit le **3 septembre 2012**.

**Pour toute information sur la Société**, l'actionnaire peut contacter :  
**Jean-Benoît Roquette** - Relations actionnaires et investisseurs  
Tél. : 01 48 18 52 39 / Email : [ir@ubisoft.fr](mailto:ir@ubisoft.fr)



# UTILISATION DU FORMULAIRE DE VOTE

**Vous désirez assister à l'Assemblée**  
Cochez la case A

**Vous n'assistez pas à l'Assemblée**  
Cochez la case B et sélectionnez une des trois possibilités offertes

**Vous êtes actionnaire au porteur**  
Vous devez retourner ce formulaire à votre intermédiaire financier

**IMPORTANT : avant d'exercer votre choix, veuillez prendre connaissance des instructions figurant au verso / Before making your choice please see instructions on reverse side**  
**ATTENTION : lorsque l'actionnaire a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission, il ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'Assemblée (Art. R. 225-85 III du Code de commerce).**  
**CAUTION : shareholders who have already voted remotely, sent in a proxy or requested an admission card may not elect another method of participating in the Meeting (Art. R. 225-85 III of the French Commercial code).**

**QUELLE QUE SOIT L'OPTION CHOISIE, DATER ET SIGNER AU BAS DU FORMULAIRE / WHICHEVER OPTION IS USED, DATE AND SIGN AT THE BOTTOM OF THE FORM**

- A.** ☐ Je désire assister à cette Assemblée et demande une carte d'admission : dater et signer au bas du formulaire / I wish to attend the Meeting and request an admission card : date and sign at the bottom of the form
- B.** ☐ J'utilise le formulaire de vote par correspondance ou par procuration ci-dessous, selon l'une des 3 possibilités offertes / I prefer to use the postal voting form or the proxy form according to one of the 3 possibilities mentioned below



**ASSEMBLEE GENERALE MIXTE D'UBISOFT ENTERTAINMENT SA**  
convoquée pour le lundi 24 septembre 2012 à 11h30  
à la Maison de la RATP – Espace du Centenaire  
189, rue de Bercy, 75012 PARIS

**COMBINED GENERAL MEETING OF UBISOFT ENTERTAINMENT SA**  
to be held on Monday, September 24<sup>th</sup>, 2012 at 11.30 am  
at Maison de la RATP – Espace du Centenaire  
189, rue de Bercy, 75012 PARIS

**CADRE RESERVE / For Company's use only**

Identifiant / Account

Nominatif / Registered

Porteur / Bearer

Nombre d'actions / Number of shares

Nombre de voix / Number of voting rights

VS/Single vote

VD/Double vote

☐ **JE VOTE PAR CORRESPONDANCE / I VOTE BY POST**  
Cf. au verso renvoi (2) – See reverse (2)

Je vote **OUI** à tous les projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'administration, à l'**EXCEPTION** de ceux que je signale en noircissant comme ceci ■ la case correspondante et pour lesquels je vote **NON** ou je m'abstiens.

I vote **FOR** all the draft resolutions approved by the Board of directors **EXCEPT** those indicated as a shaded box – like this ■, for which I vote against or I abstain.

Sur les projets de résolutions non agréés par le Conseil d'administration, je vote en noircissant comme ceci ■ la case correspondante à mon choix.

On the draft resolutions not approved by the Board of directors, I cast my vote by shading the box of my choice – like this ■

☐ **JE DONNE POUVOIR AU PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE GENERALE**  
Dater et signer au bas du formulaire, sans rien remplir

I HEREBY GIVE MY PROXY TO THE CHAIRMAN OF THE MEETING  
Date and sign the bottom without completing it

Cf. au verso renvoi (3) – See reverse (3)

☐ **JE DONNE POUVOIR A :** (dans les conditions prévues à l'article L. 225-106 – Cf. renvoi (4) au verso)  
I HEREBY APPOINT (in accordance with the provisions of article L. 225-106 – See (reverse (4)))

M. Mme ou Mlle, Raison sociale / Mr, Mrs or Miss, Corporate Name

Adresse / Address

**Partie ordinaire / Ordinary Part**

1 2 3 4 5 6 7 8 9

☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐

**Partie extraordinaire / Extraordinary Part**

10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22

☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐ ☐

Oui/For

Non/Against

Abst

A

☐

☐

B

☐

☐

C

☐

☐

D

☐

☐

E

☐

☐

Si des amendements ou des résolutions nouvelles étaient présentées à l'Assemblée / In case amendments or new resolutions are presented during the Meeting

- Je donne pouvoir au Président de l'Assemblée de voter en mon nom / I appoint the Chairman of the Meeting to vote on my behalf..... ☐

- Je m'abstiens (l'abstention équivaut à un vote contre) / I abstain from voting (is equivalent to a vote against)..... ☐

- Je donne procuration (cf. au verso renvoi (3)) à M., Mme ou Mlle, Raison sociale..... ☐

pour voter en mon nom / I appoint (see reverse (3)) Mr, Mrs or Miss, Corporate Name to vote on my behalf

**ATTENTION : Pour être pris en considération, tout formulaire doit parvenir au plus tard le vendredi 21 septembre 2012 à minuit, heure de Paris**  
**CAUTION : In order to be considered, this completed form must be received at the latest on Friday, September 21<sup>st</sup>, 2012 midnight (CET), at the end of calendar day**

par la Société / by the Company

UBISOFT ENTERTAINMENT SA

Service Titres (Securities Department) - A l'attention d'Isabelle Genouël

N° fax : 02 99 93 20 68 / Email : isabelle.genouel@ubisoft.com

28, rue Armand Carrel - 93108 Montreuil-sous-Bois Cedex

**ATTENTION : S'il s'agit de titres au porteur, vos instructions de vote ne seront valides que si une attestation de participation constatant l'inscription ou l'enregistrement comptable de vos actions au plus tard le mercredi 19 septembre 2012 à zéro heure, heure de Paris, établie par l'établissement financier qui tient votre compte de titres, est annexée au formulaire**

**CAUTION : Concerning bearer shares, your vote or proxy will not be counted unless a participation certificate issued by the financial intermediary confirming registration or book-entry of your shares in its account by Wednesday, September 19<sup>th</sup>, 2012 midnight (CET), at the end of calendar day, is appended to the form**

Nom, Prénom, Adresse de l'actionnaire (si ces informations figurent déjà, les vérifier et les rectifier éventuellement)  
Surname, first name, address of the shareholder (if the information is already supplied, please verify and correct if necessary)  
Cf. au verso renvoi (1) – See reverse (1)

**Dater et signez**  
Quel que soit votre choix

Date & signature

**Inscrivez ici**  
vos nom, prénom et adresse et rectifiez les si indiqués le cas échéant

**Vous désirez voter par correspondance**  
Cochez ici et suivez les instructions

**Vous donnez pouvoir au Président de l'Assemblée**  
Cochez ici et suivez les instructions

**Vous désirez vous faire représenter par une personne dénommée qui sera présente à l'Assemblée**  
Cochez ici et indiquez les coordonnées de votre mandataire

# EXPOSE SOMMAIRE DE LA SITUATION DU GROUPE UBISOFT SUR L'EXERCICE CLOS LE 31 MARS 2012

## CHIFFRES CLES

Les informations financières sélectionnées, relatives aux exercices clos les 31 mars 2012 et 2011 sont extraites des comptes consolidés et présentées selon les normes IFRS.

En K€	31.03.12	31.03.11
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1.061.296</b>	<b>1.038.826</b>
Marge brute	718.134	673.618
Frais de Recherche et Développement	-348.407	-363.505
Frais Commerciaux et Frais Généraux	-313.694	-280.748
<b>Résultat opérationnel courant*</b>	<b>56.033</b>	<b>29.365</b>
Charges de réorganisation non-récurrentes	-	-95.942
Résultat opérationnel	45.623	-80.486
Résultat financier	2.466	-3.679
Quote-part dans les résultats des entreprises associées	10	-
Impôt société	-10.778	32.045
<b>Résultat net (part du Groupe)</b>	<b>37.321</b>	<b>-52.120</b>
Capitaux propres	762.707	713.995
Investissements liés à la production interne	301.763	287.470
Effectif	6.927	6.331

\* avant rémunérations payées en actions.

## EVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

A taux courant le chiffre d'affaires est en hausse de 2% sur l'exercice 2011/2012 et de 4% à taux de change constants. Les ventes ont bénéficié de la forte progression des titres casual qui sont passés d'environ 438M€ en 2010/2011 à 483M€ en 2011/2012 et des revenus online/digital qui sont passés de 38M€ en 2010/2011 à 80M€ en 2011/2012.

## Par métier

La répartition du chiffre d'affaires par métier est la suivante :

Répartition du chiffre d'affaires par métier en %	2011/2012	2010/2011
Développement	96%	96%
Edition	2%	3%
Distribution	2%	1%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

L'activité de Développement a bénéficié cette année des succès des jeux *Assassin's Creed®* et *Just Dance®*.



## Par type de support

	2011/2012	2010/2011
Nintendo DS™	2%	5%
Nintendo 3 DS™	2%	3%
PC	7%	4%
PlayStation®3	22%	19%
PSP™	1%	2%
Wii™	33%	38%
XBOX 360™	29%	27%
PS VITA	1%	-
Autres	3%	1%
<b>TOTAL</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

Alors que le marché de la Wii™ a continué de fortement baisser en 2011, la Société a enregistré une baisse contenue sur cette plateforme en raison du succès de ses titres de danse. La part de la Xbox360® et de la PLAYSTATION®3 progresse également du fait du succès d'*Assassin's Creed*®, de *Just Dance*® sur Kinect™ for Xbox 360® et Move et de *Rocksmith*™.

## Par destination géographique

Le chiffre d'affaires réalisé par le Groupe dans les différentes zones géographiques se répartit comme suit :

Année fiscale	2011/2012	%	2010/2011	%
<b>(en M€)</b>				
France	97	9%	76	7%
Allemagne	72	7%	61	6%
Royaume-Uni	111	10%	146	14%
Reste de l'Europe	149	14%	131	13%
<b>Total</b>	<b>429</b>	<b>40%</b>	<b>414</b>	<b>40%</b>
Etats-Unis/Canada	559	53%	559	54%
Asie/Pacifique	65	6%	59	6%
Reste du Monde	8	1%	7	1%
<b>TOTAL</b>	<b>1.061</b>	<b>100%</b>	<b>1.039</b>	<b>100%</b>

La baisse d'activité constatée au Royaume-Uni en raison du ralentissement économique, a été plus que compensée par une augmentation des ventes en France, Allemagne et Reste de l'Europe.

## EVOLUTION DU COMPTE DE RESULTAT

La marge brute s'élève à 718,1M€, en hausse significative en pourcentage du chiffre d'affaires à 67,7% contre 64,8% en 2010/2011. Dans la continuité de l'amélioration constatée en 2010/2011, cette progression s'explique principalement par l'amélioration significative de la marge brute du back-catalogue et par la forte hausse des ventes online à marge très élevée.

Le résultat opérationnel courant avant rémunérations payées en actions s'élève à 56M€, en forte progression par rapport aux 29,4M€ réalisés en 2010/2011. Il se situe dans le haut de fourchette des objectifs communiqués un an plus tôt (entre 40M€ et 60M€) et en ligne avec la récente révision à la hausse de ces objectifs (entre 45M€ et 65M€).

Le résultat opérationnel courant avant rémunérations payées en actions se décline ainsi:

- Hausse de 44,5M€ de la marge brute.
- Baisse de 15,1M€ des frais de recherche et développement qui s'établissent à 348,4M€ (32,8% du chiffre d'affaires) contre 363,5M€ sur l'exercice 2010/2011 (35%), en raison d'un moins grand nombre de jeux lancés sur consoles Haute Définition sur la période, compensé en partie par la hausse des royalties et la progression de certaines dépenses online non capitalisées.
- Hausse de 33M€ des frais commerciaux et frais généraux à 313,7M€ (29,6%), par rapport à 280,7M€ (27%) en 2010/2011 :
  - Les dépenses variables de marketing s'élèvent à 16,7% du chiffre d'affaires (177,1M€) à comparer à 15,4% (160,4M€) sur l'exercice 2010/2011. Cette hausse est principalement liée à la croissance des activités danse et online.
  - Les coûts de structure s'élèvent à 12,9% du chiffre d'affaires (136,6M€) par rapport à 11,5% (120,3 €) en 2010/2011. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation des dépenses liées à l'activité online.

Le résultat opérationnel, incluant 10,4M€ de rémunérations payées en actions, s'élève à 45,6M€ contre une perte opérationnelle de (80,4)M€ en 2010/2011, qui incluait 95,9M€ de charges non-récurrentes et 12,6M€ de rémunérations payées en actions.

Le produit financier s'élève à 2,5M€ par rapport à une charge financière de 3,7M€ sur l'exercice 2010/2011 et se décompose principalement comme suit :

- (2,5)M€ de charges financières contre (5)M€ en 2010/2011 qui incluaient une charge de (3,6)M€ liée à des cessions de créances fiscales "carry-back".
- (3,4)M€ de pertes de change, contre une perte de (4,3)M€ sur l'exercice 2010/2011.
- 8,5M€ d'impact positif (contre 5,7M€ en 2010/2011) provenant principalement de la vente de 3,2 millions de titres Gameloft. Au 31 mars 2012, 3,1 millions de titres Gameloft restent comptabilisés au bilan.

Le résultat net ressort à 37,3M€, soit un bénéfice net par action (dilué) de 0,39€, à comparer à une perte nette de (52,1)M€ et (0,54)€ sur l'exercice 2010/2011.

## EVOLUTION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT (BFR) ET DE L'ENDETTEMENT

Le besoin en fonds de roulement est en baisse de 35,2M€ contre une baisse de 25,9M€ l'année précédente. Les principales variations concernent :

- baisse des comptes Clients (-65M€) et Stocks (-25M€)
- hausse des comptes fournisseurs (+17M€) et des autres actifs (+35M€)

La forte baisse du poste client est liée à une activité plus réduite sur la fin d'année ainsi qu'à une réduction des délais de recouvrement. La baisse du poste de stock traduit les efforts accrus dans la gestion des inventaires et la poursuite des opérations de déstockage.

La trésorerie nette au 31 mars 2012 s'établit à 84,6M€ contre 99,2M€ au 31 mars 2011. Cette variation s'explique principalement par :

- la génération de trésorerie provenant des activités opérationnelles de 8,2M€,
- des investissements à hauteur de (25,5)M€ en immobilisations matérielles et immatérielles,
- des rachats nets de titres Ubisoft pour (1,3)M€,
- des cessions de titres Gameloft pour 13,7M€
- des acquisitions pour un total de (17,5)M€,
- des écarts de conversion pour 7,8M€.

## POLITIQUE D'INVESTISSEMENT

Ubisoft a poursuivi sa politique d'investissement soutenue qui doit lui permettre de s'imposer sur les nouvelles plateformes, de créer de nouvelles licences dans des genres différents, de développer l'activité online et plus généralement d'accroître ses parts de marché. Ainsi sur 2011/2012 les coûts de production interne ont augmenté de 4% passant de 287M€ à 299M€.

	2011/2012	2010/2011	2009/2010
Investissements liés à la production	299M€	287M€	259M€
% du chiffre d'affaires HT total	28,21%	27,66%	29,70%
Investissement rapporté à l'effectif moyen de production	55.668€	57.003€	50.451€

## EFFECTIFS AU 31 MARS 2012

### Chiffres clés Ubisoft

	Au 31/03/12	Au 31/03/11	Au 31/03/10
Nombre de collaborateurs	6.927	6.331	6.402
Effectif moyen	6.688	6.289	6.144
Nombre de pays	29	28	28
Moyenne d'âge	32,8 ans	32,1 ans	31,9 ans
Ancienneté moyenne	4,7 ans	4,9 ans	4,1 ans

### Répartition des effectifs par activité

ACTIVITES	Effectifs au 31/03/12	%	Effectifs au 31/03/11	%	Effectifs au 31/03/10	%
Production	5.829	84%	5.318	84%	5.347	84%
Business	1.098	16%	1.013	16%	1.055	16%
<b>Total</b>	<b>6.927</b>		<b>6.331</b>		<b>6.402</b>	

## PARTICIPATIONS DE L'EXERCICE

### Création de nouvelles sociétés :

- Décembre 2011 : Création de la filiale Ubisoft Motion Pictures Rabbids SAS en France.  
Création de la filiale Ubisoft Emirates FZ LLC aux Emirats Arabes Unis, en partenariat avec Twofour54, l'Autorité Médiaétique Régionale d'Abu Dhabi.
- Mars 2012 : Création de la filiale Ubisoft Music Publishing Inc. au Canada  
Création des filiales Ubisoft Motion Pictures Assassin's Creed SAS et Ubisoft Motion Pictures Splinter Cell SAS en France.

### Acquisitions :

- Juillet 2011 : Acquisition d'Owlient SAS.  
Le 12 juillet 2011, Ubisoft a acquis la société Owlient SAS, un créateur de jeux Free-to-play et un expert dans la gestion des jeux communautaires.
- Novembre 2011 : Acquisition de RedLynx Oy.  
Le 31 octobre 2011, Ubisoft a acquis le studio finlandais RedLynx Oy, créateur de jeux online.

### Réorganisation juridique :

- Sociétés françaises : Durant l'exercice 2011-2012, des opérations de fusion et d'apport partiel d'actifs ont été effectuées et se sont traduites par la sortie du périmètre de consolidation de 30 sociétés françaises.
- Mars 2012 : Fusion des sociétés Ubisoft Holding Inc. et Ubisoft Inc.
- Mars 2012 : Fusion des sociétés Sunflowers Interactive Entertainment GmbH et Ubisoft GmbH.
- Mars 2012 : Fusion des sociétés Ubisoft Digital Arts Inc., Ubisoft Vancouver Inc. et Ubisoft Divertissements Inc.

## EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

## COMPTES CONSOLIDÉS D'UBISOFT AU 31 MARS 2012

Les états financiers consolidés arrêtés au 31 mars 2012 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS (« International Financial Reporting Standards ») applicables au 31 mars 2012 telles qu'adoptées dans l'Union Européenne.

### Bilan consolidé

ACTIF	Net	Net
En milliers d'euros	31/03/12	31/03/11
Goodwills	147.773	108.125
Autres immobilisations incorporelles	520.452	451.701
Immobilisations corporelles	39.177	34.824
Participations dans les entreprises associées	404	393
Actifs financiers non courants	3.342	3.335
Actifs d'impôt différé	92.325	82.525
<b>Actifs non courants</b>	<b>803.473</b>	<b>680.903</b>
Stocks et en-cours	20.013	35.218
Clients et comptes rattachés	-13.143	49.263
Autres créances	83.592	59.478
Actifs financiers courants	15.287	29.112
Actifs d'impôt exigible	13.691	10.574
Trésorerie et équivalents de trésorerie	175.703	193.354
<b>Actifs courants</b>	<b>295.143</b>	<b>376.999</b>
<b>Total actif</b>	<b>1.098.616</b>	<b>1.057.902</b>

PASSIF	31/03/12	31/03/11
En milliers d'euros		
Capital social	7.369	7.341
Primes	265.358	527.469
Réserves consolidées	452.659	231.305
Résultat consolidé	37.321	-52.120
<b>Total capitaux propres</b>	<b>762.707</b>	<b>713.995</b>
Provisions	3.918	2.295
Engagements envers le personnel	1.568	1.196
Passifs financiers non courants	1.479	1.895
Passifs d'impôt différé	37.396	30.990
<b>Passifs non courants</b>	<b>44.361</b>	<b>36.376</b>
Passifs financiers courants	91.072	92.732
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	80.800	110.947
Autres dettes	116.531	96.847
Dettes d'impôt exigible	3.145	7.005
<b>Passifs courants</b>	<b>291.548</b>	<b>307.531</b>
<b>Total passif</b>	<b>1.098.616</b>	<b>1.057.902</b>

## Compte de résultat consolidé

En milliers d'euros	31/03/12	%	31/03/11	%
<b>Chiffre d'affaires</b>	<b>1.061.296</b>		<b>1.038.826</b>	
Coût des ventes	-343.162		-365.208	
<b>Marge brute</b>	<b>718.134</b>	<b>68%</b>	<b>673.618</b>	<b>65%</b>
Frais de Recherche et Développement	-355.007		-369.585	
Frais de Marketing	-241.027		-214.541	
Frais Administratifs et Informatiques	-76.477		-71.248	
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>45.623</b>		<b>18.244</b>	
Résultat opérationnel courant avant rémunérations payées en actions	56.033	-	29.365	-
Rémunérations payées en actions	-10,410	-	-11.121	-
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>45.623</b>	<b>4%</b>	<b>18.244</b>	<b>2%</b>
Dépréciation de goodwill	-		-1.354	
Charges et produits non courants	-		-97.376	
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>45.623</b>		<b>-80.486</b>	
<i>Intérêts sur opérations de financement</i>	<i>-4.347</i>		<i>-6.546</i>	
<i>Produits de trésorerie</i>	<i>1.820</i>		<i>1.458</i>	
Coût de l'endettement financier net	-2.527		-5.088	
Résultat de change	-3.404		-4.310	
Autres charges financières	-308		-345	
Autres produits financiers	8.705		6.064	
<b>Résultat financier</b>	<b>2.466</b>		<b>-3.679</b>	
Quote-part dans le résultat des entreprises associées	10		-	-
Charge d'impôt sur les résultats	-10.778	-22,4%	32.045	38,1%
<b>Résultat de la période *</b>	<b>37.321</b>	<b>4%</b>	<b>-52.120</b>	<b>-5%</b>
<b>Résultat par action - Activités poursuivies</b>				
Résultat de base par action (en €)	0,40		-0,55	
Résultat dilué par action (en €)	0,39		-0,54	

\* Le résultat de la période est attribuable en totalité aux porteurs de capitaux propres.



## Tableau de flux de trésorerie

En milliers d'euros	31/03/12	31/03/11 Retraité	31/03/11 Publié
<b>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</b>			
Résultat net consolidé	37.321	-52.120	-52.120
Quote-part du résultat des entreprises associées	-10	-	-
Dotations nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles*	290.126	405.283	405.283
Provisions nettes	-7.295	6.684	6.684
Coût des paiements fondés sur des actions	10.410	12.556	12.556
Plus ou moins values de cession	-8.412	-5.559	356
Autres produits et charges calculés	731	271	271
Charge d'impôt	10.778	-32.042	-32.042
<b>Capacité d'autofinancement</b>	<b>333.649</b>	<b>335.073</b>	<b>340.988</b>
Stocks	25.392	4.862	4.862
Clients	64.914	19.389	19.389
Autres actifs (hors IDA)	-33.303	42.254	46.821
Fournisseurs	-16.663	-4.559	-4.559
Autres passifs (hors IDP)	-8.304	9.023	9.023
<b>Variation de BFR lié à l'activité</b>	<b>32.036</b>	<b>70.969</b>	<b>75.536</b>
Charge d'impôt exigible	-7.667	-13.057	-13.057
<b>TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES OPERATIONNELLES **</b>	<b>358.018</b>	<b>392.985</b>	<b>403.467</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement</b>			
Décaissements liés aux développements internes et externes ***	-349.859	-338.820	-338.820
Décaissements liés aux autres immobilisations incorporelles et corporelles	-26.204	-22.246	-22.246
Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	748	231	231
Décaissements liés aux acquisitions d'actifs financiers	-6.298	-16.095	-16.095
Encaissements sur cessions Gameloft	13.701	10.482	-
Autres flux liés aux opérations d'investissement	1.130	1	1
Remboursement des prêts et autres actifs financiers	6.454	17.003	17.003
Variation de périmètre ****	-17.973	-5.465	-5.465
<b>TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT</b>	<b>-378.301</b>	<b>-354.909</b>	<b>-365.391</b>
<b>Flux de trésorerie provenant des opérations de financement</b>			
Nouveaux emprunts de location-financement	47	86	86
Nouveaux emprunts	-	36	36
Remboursement des emprunts de location-financement	-201	-192	-192
Remboursement des emprunts	-21.791	-750	-750
Cession de créance de carry back	-	21.886	21.886
Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	446	1.771	1.771
Reventes / Achats d'actions propres	-1.717	-422	-422
<b>TRESORERIE PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT</b>	<b>-23.215</b>	<b>22.415</b>	<b>22.415</b>
<b>Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>-43.498</b>	<b>60.491</b>	<b>60.491</b>
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	122.035	64.977	64.977
Effet de change	7.788	-3.433	-3.433
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice</b>	<b>86.325</b>	<b>122.035</b>	<b>122.035</b>
* hors dotations liées à la rémunération payée en actions	6.601	7.515	7.515
** dont intérêts payés	-4.348	-6.546	-6.546
*** dont variation liée aux engagements garantis non versés	16.001	28.231	28.231
*** hors capitalisation liée à la rémunération payée en actions	5.281	8.235	8.235
**** dont trésorerie des sociétés acquises et cédées	7.211	-141	-141

## COMPTES SOCIAUX D'UBISOFT ENTERTAINMENT SA AU 31 MARS 2012

### Chiffre d'affaires (en K€)

Le chiffre d'affaires est essentiellement constitué de facturations de royalties intra-groupe.

K€	31 mars 2012	31 mars 2011
Production / chiffre d'affaires	782.547 <sup>(1)</sup>	729.169
Résultat d'exploitation	6.620	-116.929
Résultat financier	-6.924	-11.077
Résultat courant avant impôt	-304	-128.006
Résultat exceptionnel	-65.784	-54.550
Résultat net	-63.817	-152.117

<sup>(1)</sup> dont production immobilisée : 355.413 K€ (logiciels internes : 324.140K€ et logiciels externes : 31.273K€)

### Coûts de développement internes

Au 31 mars 2012, les coûts de développement internes s'élèvent à 324M€ contre 311M€ au 31 mars 2011.

### Périmètre d'intégration fiscale :

Au 31 mars 2012, le groupe fiscal est composé de toutes les sociétés françaises à l'exception des sociétés créées et acquises sur l'exercice.

# RESULTATS FINANCIERS SUR LES CINQ DERNIERS EXERCICES

(art. R 225-83 du Code de commerce)

Exercice	2007/2008	2008/2009	2009/2010	2010/2011	2011/2012
Capital social (€)	7.164.812	7.273.867	7.319.603	7.341.411	7.369.475
Nombre d'actions ordinaires	46.224.592	93.856.346 <sup>(1)</sup>	94.446.494	94.727.890	95.090.002
Nombre d'actions à dividende prioritaire	-	-	-	-	-
Nombre maximal d'actions à créer	4.164.407	9.976.148	12.860.572	15.590.840	17.518.199
Par levée de stock options	3.808.907	9.509.468	12.003.892	14.473.220	16.573.169
Par attribution d'actions gratuites	355.500	466.680	856.680	1.117.620	945.030
Chiffre d'affaires (K€)	571.034	576.476	558.548	729.169	782.547
Résultat avant impôts, participation, dotations (K€)	309.662	326.750	190.346	257.594	295.289
Impôts sur les bénéfices (K€)	1.961	13.532	-786	-30.439	-2.271
Participation des salariés	-	-	-	-	-
Résultat après impôts, participation, dotations (K€)	75.212	33.553	-153.066	-152.117	-63.817
Résultat distribué	-	-	-	-	-
Par action, résultat après impôts avant dotations (€)	6,66	3,34	2,02	3,04	3,13
Par action, résultat après impôt et dotations (€)	1,63	0,36	-1,62	-1,61	-0,67
Dividende attribué à chaque action	-	-	-	-	-
Effectif moyen des salariés	5	5	5	5	5
Montant de la masse salariale (K€)	546	664*	687*	681*	649*
Cotisations sociales et avantages sociaux (K€)	204	279	243	239	243

\* La rémunération d'un des mandataires sociaux est comptabilisée en sous-traitance.

<sup>(1)</sup> Division du nominal par 2 le 14 novembre 2008

# ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE

## RESOLUTIONS RELEVANT DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Première résolution	Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2012
Deuxième résolution	Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2012
Troisième résolution	Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2012
Quatrième résolution	Approbation des conventions et engagements visés aux articles L. 225-40 et suivants du Code de commerce
Cinquième résolution	Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Yves Guillemot
Sixième résolution	Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Gérard Guillemot
Septième résolution	Nomination de Mme Estelle Métayer en qualité d'administrateur
Huitième résolution	Autorisation d'achat, de conservation ou de transfert d'actions Ubisoft Entertainment SA
Neuvième résolution	Pouvoirs pour formalités

## RESOLUTIONS RELEVANT DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

Dixième résolution	Autorisation donnée au Conseil d'administration pour réduire le capital social par annulation d'actions
Onzième résolution	Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres dont la capitalisation serait admise
Douzième résolution	Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription
Treizième résolution	Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public
Quatorzième résolution	Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier
Quinzième résolution	Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de déterminer, dans la limite de 10% du capital social par an, le prix d'émission des actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, en cas d'émission sans droit préférentiel de souscription par offre au public et/ou par offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier
Seizième résolution	Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital
Dix-septième résolution	Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par l'émission d'actions réservée aux adhérents à un plan d'épargne du Groupe
Dix-huitième résolution	Autorisation donnée au Conseil d'administration de consentir des options de souscription et/ ou d'achat d'actions ordinaires
Dix-neuvième résolution	Autorisation donnée au Conseil d'administration d'attribuer gratuitement des actions ordinaires de la Société (hors dirigeants mandataires sociaux de la Société)
Vingtième résolution	Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions réservée aux salariés et aux mandataires sociaux des filiales de la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, dont le siège social est situé hors de France
Vingt-et-unième résolution	Plafond global des augmentations de capital
Vingt-deuxième résolution	Pouvoirs pour formalités

# PROJET DES RESOLUTIONS

## RESOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

### Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 mars 2012

---

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Conseil d'administration et du rapport des Commissaires aux comptes, approuve les comptes sociaux pour l'exercice clos le 31 mars 2012 tels qu'ils ont été présentés (comprenant le bilan, le compte de résultats et l'annexe), lesquels font apparaître une perte de **63.816.545,43€**, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

### DEUXIEME RESOLUTION

#### Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 mars 2012

---

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide d'affecter le résultat déficitaire de l'exercice clos le 31 mars 2012 ainsi que suit :

- résultat déficitaire	-63.816.545,43€
- au compte «Autre Réserve» créditeur de	84.014.742,27€
<b>Solde du compte « Autre Réserve»</b>	<b>- 20.198.196,84€</b>

L'Assemblée générale prend, en outre, acte qu'il n'a pas été distribué de dividende au cours des trois exercices précédents.

### TROISIEME RESOLUTION

#### Approbation des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2012

---

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration sur la gestion du Groupe et du rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice clos le 31 mars 2012 tels qu'ils ont été présentés (comprenant le bilan, le compte de résultats consolidé et l'annexe), ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

### QUATRIEME RESOLUTION

#### Approbation des conventions et engagements visés aux articles L. 225-40 et suivants du Code de commerce

---

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L. 225-40 et suivants du Code de commerce, approuve la nouvelle convention autorisée par le Conseil d'administration et conclue au cours de l'exercice clos le 31 mars 2012 et prend acte des informations relatives aux conventions conclues et aux engagements pris au cours d'exercices antérieurs.

## **CINQUIEME RESOLUTION**

### **Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Yves Guillemot**

---

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur Yves Guillemot arrive à expiration à l'issue de la présente assemblée, décide de renouveler ledit mandat pour une durée de quatre années, qui expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016.

## **SIXIEME RESOLUTION**

### **Renouvellement du mandat d'administrateur de M. Gérard Guillemot**

---

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et constatant que le mandat d'administrateur de Monsieur Gérard Guillemot arrive à expiration à l'issue de la présente assemblée, décide de renouveler ledit mandat pour une durée de quatre années, qui expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016.

## **SEPTIEME RESOLUTION**

### **Nomination de Mme Estelle Métayer en qualité d'administrateur**

---

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, décide de nommer Mme Estelle Métayer en qualité d'administrateur pour une durée de quatre années, qui expirera à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2016.

## **HUITIEME RESOLUTION**

### **Autorisation d'achat, de conservation ou de transfert d'actions Ubisoft Entertainment SA**

---

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, autorise le Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, dans le cadre des dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce et conformément aux dispositions applicables du Règlement Européen n°2273/2003 du 22 décembre 2003 et du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, à acheter, conserver et transférer des actions de la Société, dans la limite d'un nombre d'actions représentant jusqu'à 10% du capital social existant à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente assemblée, étant précisé que le pourcentage de rachat maximum d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'opération de croissance externe est limité à 5% du capital conformément à la loi.

Ces achats et ventes d'actions pourront être effectués en vue de toutes affectations permises ou qui viendraient à être autorisées par la loi et les règlements en vigueur, et notamment en vue de :

- assurer la liquidité et l'animation du marché secondaire de l'action Ubisoft Entertainment SA par un prestataire de service d'investissement agissant de manière indépendante, conformément à la charte de déontologie reconnue par l'AMF ;



- la remise de titres à l'occasion de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès, par tous moyens, immédiatement ou à terme, au capital social de la Société ;
- l'allocation d'actions aux salariés et mandataires sociaux du groupe Ubisoft selon toute formule autorisée par la loi, et notamment dans le cadre de la participation aux résultats de l'entreprise ; de tout plan d'épargne d'entreprise, de tout plan d'attribution gratuite d'actions, de tout plan d'options d'achat d'actions au profit des salariés et mandataires sociaux du Groupe ou au profit de certains d'entre eux ;
- la conservation des actions pour remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'éventuelles opérations de croissance externe dans la limite de 5% du capital existant ;
- l'annulation d'actions, sous réserve de l'adoption de la dixième résolution soumise à la présente assemblée ;
- la mise en œuvre de toute pratique de marché reconnue ou qui viendrait à être reconnue par la loi ou l'Autorité des Marchés Financiers.

Le prix unitaire d'achat maximal autorisé, hors frais, est de 30€ soit sur la base du capital social au 30 avril 2012 un montant maximum de 285.272.310€, étant précisé qu'en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves, attribution d'actions gratuites, et/ou division ou regroupement des actions, le prix unitaire d'achat maximal et le montant maximum du programme seront ajustés en conséquence.

L'utilisation de l'autorisation ne pourra avoir pour effet de porter le nombre d'actions détenues directement ou indirectement par la Société à plus de 10% du nombre d'actions composant le capital social.

Les actions pourront être rachetées, cédées ou transférées par tous moyens. Ces moyens incluent les opérations de gré à gré, les cessions de blocs de titres, les ventes à réméré, l'utilisation de tout instrument financier dérivé négocié sur un marché réglementé ou de gré à gré, et la mise en place de stratégies optionnelles, dans les conditions autorisées par l'Autorité des Marchés Financiers.

L'acquisition, la cession ou le transfert de ces actions pourront être effectués en une ou plusieurs fois à tout moment hormis en période d'offre publique sur les actions de la Société.

Le Conseil d'administration informera les actionnaires, lors de chaque assemblée générale annuelle, des achats, transferts ou annulations d'actions ainsi réalisés ainsi que de l'affectation et, le cas échéant, la réaffectation, dans les conditions prévues par la loi, des actions acquises, aux différents objectifs poursuivis.

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions légales, pour passer tous ordres de bourse ou hors marché, conclure tous accords, établir tous documents notamment d'information, effectuer, conformément aux dispositions légales, toute affectation ou réaffectation des actions acquises, effectuer toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire.

L'Assemblée générale confère également tous pouvoirs au Conseil d'administration, si la loi ou l'Autorité des Marchés Financiers venait à étendre ou à compléter les objectifs autorisés pour les programmes de rachat d'actions, à l'effet de préparer un descriptif du programme rectificatif comprenant ces objectifs modifiés.

Cette autorisation est donnée pour une durée de dix-huit mois à compter de la date de la présente assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

## NEUVIEME RESOLUTION

### Pouvoirs pour formalités

---

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des délibérations de la présente assemblée à l'effet d'accomplir tous dépôts et formalités prévus par la loi où besoin sera.

## RESOLUTIONS RELEVANT DE LA COMPETENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

### DIXIEME RESOLUTION

#### Autorisation donnée au Conseil d'administration pour réduire le capital social par annulation d'actions

---

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, et statuant conformément à l'article L. 225-209 du Code de commerce, autorise le Conseil d'administration à procéder, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, à la réduction du capital social, dans la limite de 10% du capital de la Société par période de 24 mois, par annulation des actions que la Société détient ou pourrait détenir par suite d'achats réalisés dans le cadre des programmes d'achat d'actions autorisés par la huitième résolution soumise à la présente assemblée ou encore de programmes d'achat d'actions autorisés antérieurement ou postérieurement à la date de la présente assemblée.

L'Assemblée générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions légales, pour réaliser ces opérations dans les limites et aux époques qu'il déterminera, en fixer les modalités et conditions, procéder aux imputations nécessaires sur tous postes de réserves, de bénéfices ou de primes, en constater la réalisation, procéder à la modification corrélative des statuts et généralement prendre toutes décisions et effectuer toutes formalités.

La présente autorisation est donnée pour une durée de dix-huit mois à compter du jour de la présente assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

### ONZIEME RESOLUTION

#### Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres dont la capitalisation serait admise

---

L'Assemblée générale, statuant en la forme extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L.225-129-2 et L.225-130 du Code de commerce :

- 1°) délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence pour décider l'augmentation du capital social en une ou plusieurs fois dans les proportions et aux époques qu'il appréciera par incorporation de tout ou partie des réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion, d'apport ou autres dont la capitalisation sera légalement et statutairement possible, sous forme d'attribution d'actions gratuites ou d'élévation de la valeur nominale des actions existantes ou par l'emploi conjoint de ces deux procédés ;

2°) décide que :

- le montant nominal maximal de la ou des augmentations de capital social susceptibles d'être décidées par le Conseil d'administration en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 10.000.000€ ;
- ce montant ne s'imputera pas sur le montant du plafond global prévu à la vingt-et-unième résolution de la présente assemblée ;
- à ce montant s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre éventuellement, en cas d'opérations financières nouvelles, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital ;

3°) délègue, en cas d'usage par le Conseil d'administration de la présente délégation, à ce dernier tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de :

- fixer les conditions d'émission, le montant et la nature des sommes à incorporer au capital, fixer le nombre d'actions nouvelles à émettre et/ou le montant dont le nominal des actions existantes composant le capital social sera augmenté, arrêter la date, même rétroactive, à compter de laquelle les actions nouvelles porteront jouissance ou celle à laquelle l'élévation du nominal portera effet ;
- décider, en cas de distribution d'actions gratuites que les droits formant rompus ne seront pas négociables et que les actions correspondantes seront vendues ; les sommes provenant de la vente seront allouées aux titulaires des droits dans les conditions prévues par la loi et la réglementation ;
- de fixer et procéder à tous ajustements destinés à prendre en compte l'incidence d'opérations sur le capital de la Société et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant accès au capital ;
- de constater la réalisation de chaque augmentation de capital et de procéder aux modifications corrélatives des statuts ;
- d'une manière générale, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés ou consécutives aux augmentations de capital réalisées ;

4°) décide que cette délégation est conférée pour une période de vingt-six mois à compter de la présente assemblée générale.

## **DOUZIEME RESOLUTION**

### **Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription**

---

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, statuant conformément aux articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment l'article L. 225-129-2, et aux articles L. 228-91 et suivants dudit Code :

1°) délègue au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, sa compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, tant en France qu'à l'étranger :

- (a) 'actions de la Société,
- (b) de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions existantes ou à émettre de la Société,
- (c) de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions existantes ou à émettre d'une société dont la Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social,

étant précisé que les souscriptions pourront être opérées soit en espèces, soit par compensation de créances.

Les valeurs mobilières autres que les actions émises dans le cadre de cette résolution, pourront être émises, soit en euros, soit en monnaie étrangère, soit en toutes autres unités de comptes établies par référence à plusieurs devises et pourront être souscrites soit en espèces, soit par compensation de créances. L'émission de bons autorisant la souscription de valeurs mobilières pourra être réalisée par souscription ou par attribution gratuite aux titulaires d'actions anciennes.

- 2°) décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à 1.450.000€, étant précisé que (i) ce plafond est fixé compte non tenu du nombre d'actions ordinaires à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements à opérer, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société, et (ii) que le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente résolution s'imputera sur le plafond global de 4.000.000€ visé à la vingt-et-unième résolution de la présente assemblée.
- 3°) décide que les actionnaires pourront exercer, dans les conditions prévues par la loi, leur droit préférentiel de souscription à titre irréductible. En outre, le Conseil d'administration aura la faculté de conférer aux actionnaires le droit de souscrire à titre réductible un nombre de valeurs mobilières supérieur à celui qu'ils pourraient souscrire à titre irréductible, proportionnellement aux droits de souscription dont ils disposent et, en tout état de cause, dans la limite de leur demande.

Si les souscriptions à titre irréductible, et le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Conseil pourra user, dans l'ordre qu'il estimera opportun, de l'une et/ou l'autre des facultés ci-après :

- limiter l'émission au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne, au moins, les trois-quarts de l'émission décidée ;
- répartir librement tout ou partie des actions et/ou autres valeurs mobilières non souscrites ;
- offrir au public tout ou partie des actions et/ou autres valeurs mobilières non souscrites.

- 4°) constate que, le cas échéant, la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à terme à des actions de la Société, susceptibles d'être émises, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription auquel ces valeurs mobilières donnent droit.
- 5°) décide que le montant nominal principal maximal des titres de créances donnant accès au capital ne pourra excéder 400.000.000€, ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en toutes unités de compte établies par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision de l'émission, étant précisé que ce montant est commun à l'ensemble des titres de créances dont l'émission est déléguée au Conseil d'administration par la présente Assemblée générale.

6°) décide que la présente délégation, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, est conférée au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six mois et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, d'arrêter les prix et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer les dates de souscription, la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des actions ou autres titres émis, la cotation des titres créés, le service financier des actions nouvelles ainsi que l'exercice des droits qui y sont attachés, le cas échéant, de prévoir les conditions de leur rachat en bourse, et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts.

En outre, le Conseil d'administration ou son Président pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celles des frais, droits et honoraires entraînés par la réalisation des émissions.

En cas d'émission de titres d'emprunt, le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au Président, notamment pour décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt, leur durée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société.

## **TREIZIEME RESOLUTION**

### **Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre au public**

---

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes statuant conformément aux articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment les articles L. 225-129-2, L. 225-135, L. 225-136 et L. 225-148 et aux articles L. 228-91 et suivants dudit Code :

1°) délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger par voie d'offre au public à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires :

- (a) d'actions de la Société,
- (b) de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions existantes ou à émettre de la Société,
- (c) de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions existantes ou à émettre d'une société dont la Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social,

étant précisé que les souscriptions pourront être opérées soit en espèces, soit par compensation de créances.

Les valeurs mobilières autres que les actions, émises dans le cadre de cette résolution, pourront être émises soit en euros, soit en monnaie étrangère, soit en toutes autres unités de comptes établies par référence à plusieurs devises et pourront être souscrites soit en espèces, soit par compensation de créances.

- 2°) décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation et de celle conférée en vertu de la quatorzième résolution ne pourra être supérieur à 1.450.000€, étant précisé que (i) ce plafond est fixé compte non tenu du nombre d'actions ordinaires à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements à opérer, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société et que (ii) le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation viendra s'imputer sur le plafond global de 4.000.000€ prévu par la vingt-et-unième résolution.
- 3°) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières à émettre, étant entendu que le Conseil d'administration pourra conférer aux actionnaires une faculté de souscription par priorité sur toute partie de l'émission, pendant le délai et les conditions qu'il fixera. Cette priorité de souscription ne donnera pas lieu à la création de droits négociables, mais pourra, si le Conseil d'administration l'estime opportun, être exercée tant à titre irréductible que réductible.
- 4°) décide que, si les souscriptions des actionnaires et du public n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou de valeurs mobilières telles que définies ci-dessus, le Conseil pourra utiliser, dans l'ordre qu'il estimera opportun, l'une ou l'autre des facultés ci-après :
- limiter, le cas échéant, l'émission au montant des souscriptions si les conditions requises par la loi sont satisfaites,
  - répartir librement tout ou partie des actions et/ou autres valeurs mobilières non souscrites.
- 5°) constate que, le cas échéant, la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à terme à des actions de la Société, susceptibles d'être émises, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription auquel ces valeurs mobilières donnent droit.
- 6°) décide que la somme revenant, ou devant revenir, à la Société pour chacune des actions et valeurs mobilières donnant accès au capital émises ou à émettre dans le cadre de la présente délégation, après prise en compte, en cas d'émissions de bons de souscription, du prix d'émission desdits bons, sera au moins égale au prix minimum prévu par les dispositions légales et/ou réglementaires applicables au jour de l'émission et ce, que les valeurs à émettre de manière immédiate ou différée soient ou non assimilables aux titres de capital déjà émis.
- 7°) décide que le montant principal maximal des titres de créances ne pourra excéder 400.000.000€, ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision de l'émission, étant précisé que ce montant est commun à l'ensemble des titres de créances dont l'émission est déléguée au Conseil d'administration par la présente Assemblée générale, et que ce plafond s'imputera sur celui fixé au 7°) de la quatorzième résolution.



- 8°) décide que le Conseil d'administration pourra utiliser la présente délégation à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission de titres de capital et/ou de valeurs mobilières, donnant accès immédiatement ou à terme, à une quotité du capital social de la Société en rémunération des titres apportés à toute offre publique d'échange initiée par la Société, en application de l'article L. 225-148 du Code de commerce, sur les titres d'une autre société admis sur l'un des marchés visés par ledit article L. 225-148 du Code de commerce et décide, de supprimer, au profit des porteurs de ces titres, le droit préférentiel de souscription des actionnaires à ces actions et valeurs mobilières.

Cette autorisation comporte renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles pourront donner droit celles des valeurs mobilières donnant accès immédiatement ou à terme au capital de la Société.

Le Conseil d'administration pourra, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi :

- fixer la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser ;
  - constater le nombre de titres apportés à l'échange ;
  - fixer les montants à émettre, déterminer les modalités d'émission et la forme des valeurs mobilières ;
  - inscrire au passif du bilan à un compte « Prime d'apport », sur lequel porteront les droits de tous les actionnaires, la différence entre le prix d'émission des actions nouvelles et leur valeur nominale ;
  - procéder, s'il y a lieu, à l'imputation, sur ladite « Prime d'apport », de l'ensemble des frais et droits occasionnés par l'opération autorisée ;
  - prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin de l'opération autorisée.
- 9°) décide que la présente délégation, conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, est conférée au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six mois et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

Le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, d'arrêter les prix et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer les dates de souscription, la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des actions ou autres titres émis, la cotation des titres créés, le service financier des actions nouvelles ainsi que l'exercice des droits qui y sont attachés, le cas échéant, de prévoir les conditions de leur rachat en bourse, et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts. En outre, le Conseil d'administration ou son Président, pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celles des frais, droits et honoraires entraînés par la réalisation des émissions.

En cas d'émission de titres d'emprunt, le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation au Président, notamment pour décider de leur caractère subordonné ou non, fixer leur taux d'intérêt, leur durée, le prix de remboursement fixe ou variable avec ou sans prime, les modalités d'amortissement en fonction des conditions du marché et les conditions dans lesquelles ces titres donneront droit à des actions de la Société.

#### QUATORZIEME RESOLUTION

##### **Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par émission d'actions et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription par offre visée au II de l'article L.411-2 du Code monétaire et financier**

---

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes statuant conformément aux articles L. 225-129 et suivants du Code de commerce, notamment les articles L. 225-129-2, L. 225-135 et L. 225-136, et aux articles L. 228-91 et suivants dudit du Code :

1°) délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet de procéder, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, tant en France qu'à l'étranger, par voie d'offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier (c'est-à-dire une offre (i) aux personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour compte de tiers ou (ii) à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs, sous réserve que ces investisseurs agissent pour compte propre), à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires :

- (a) d'actions de la Société,
- (b) de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions existantes ou à émettre de la Société,
- (c) de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions existantes ou à émettre d'une société dont la Société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social,

étant précisé que les souscriptions pourront être opérées soit en espèces, soit par compensation de créances.

Les valeurs mobilières autres que les actions, émises dans le cadre de cette résolution, pourront être émises soit en euros, soit en monnaie étrangère, soit en toutes autres unités de comptes établies par référence à plusieurs devises et pourront être souscrites soit en espèces, soit par compensation de créances.

2°) décide que le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation, ne pourra être supérieur à 1.450.000€, étant précisé que :

- (i) ce plafond est fixé compte non tenu du nombre d'actions ordinaires à émettre, le cas échéant, au titre des ajustements à opérer, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la Société ; et que
- (ii) le montant nominal maximal des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation viendra s'imputer sur le plafond global de 4.000.000€ prévu par la vingt-et-unième résolution et sur le montant du plafond prévu à la treizième résolution ;

- (iii) en tout état de cause, les émissions de titres de capital réalisées en vertu de la présente délégation par une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier ne pourront pas excéder les limites prévues par la réglementation applicable au jour de l'émission (à titre indicatif, au jour de la présente assemblée, l'émission de titres de capital réalisée par une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier est limitée à 20% du capital de la Société par an) étant précisé que cette limite sera appréciée au jour de la décision du Conseil d'administration d'utiliser la présente délégation.
- 3°) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux valeurs mobilières à émettre.
- 4°) décide que si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'émission de valeurs mobilières, le Conseil d'administration pourra limiter l'émission au moment des souscriptions dans les conditions prévues par la loi en vigueur au moment de l'utilisation de la présente délégation.
- 5°) constate que, le cas échéant, la présente délégation emporte de plein droit, au profit des porteurs de valeurs mobilières donnant accès à terme à des actions de la Société, susceptibles d'être émises, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit.
- 6°) décide que la somme revenant, ou devant revenir, à la Société pour chacune des actions et valeurs mobilières donnant accès au capital émises ou à émettre dans le cadre de la présente délégation, après prise en compte, en cas d'émissions de bons de souscription, du prix d'émission desdits bons, sera au moins égale au prix minimum prévu par les dispositions légales et/ou réglementaires applicables au jour de l'émission et ce, que les valeurs à émettre de manière immédiate ou différée soient ou non assimilables aux titres de capital déjà émis.
- 7°) décide que le montant principal maximal des titres de créances ne pourra excéder 400.000.000€, ou la contre-valeur de ce montant en cas d'émission en monnaie étrangère ou en unité de compte fixée par référence à plusieurs monnaies à la date de la décision de l'émission, étant précisé que ce montant est commun à l'ensemble des titres de créances dont l'émission est déléguée au Conseil d'administration par la présente assemblée et que ce plafond s'imputera sur celui fixé au 7°) de la treizième résolution.
- 8°) décide que la présente délégation, est conférée au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six mois et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.
- 9°) décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation, dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation, à l'effet notamment de déterminer les dates et modalités des émissions ainsi que la forme et les caractéristiques des valeurs mobilières à créer, d'arrêter les prix et conditions des émissions, de fixer les montants à émettre, de fixer les dates de souscription, la date de jouissance même rétroactive des titres à émettre, de déterminer le mode de libération des actions ou autres titres émis, la cotation des titres créés, le service financier des actions nouvelles ainsi que l'exercice des droits qui y sont attachés, le cas échéant, de prévoir les conditions de leur rachat en bourse, et prendre généralement toutes dispositions utiles et conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et constater la ou les augmentations de capital résultant de toute émission réalisée par l'usage de la présente délégation et modifier corrélativement les statuts. En outre, le Conseil d'administration ou son Président, pourra procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la ou les primes d'émission et notamment celles des frais, droits et honoraires entraînés par la réalisation des émissions.

## QUINZIEME RESOLUTION

**Autorisation au Conseil d'administration à l'effet de déterminer, dans la limite de 10% du capital social par an, le prix d'émission des actions ordinaires ou de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital, en cas d'émission sans droit préférentiel de souscription par offre au public et/ou par offre visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier**

---

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes statuant conformément aux articles L. 225-136 et R. 225-119 du Code de commerce :

- 1°) autorise le Conseil d'administration en cas de mise en œuvre des treizième et quatorzième résolutions ci-dessus à déroger aux conditions de fixation de prix prévues par lesdites résolutions et à fixer le prix d'émission des titres de capital et/ou des valeurs mobilières à émettre de sorte à ce que la somme revenant, ou devant revenir, à la Société pour chacune des actions et valeurs mobilières donnant accès au capital émises ou à émettre, après prise en compte, en cas d'émissions de bons de souscription, du prix d'émission desdits bons, soit au moins égale à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de bourse précédant l'émission, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 10% et ce, que les valeurs à émettre de manière immédiate ou différée soient ou non assimilables aux titres de capital déjà émis ;
- 2°) décide que le montant nominal total d'augmentation de capital résultant de la mise en œuvre de la présente résolution ne pourra excéder 10% du capital social par période de 12 mois, étant précisé que le montant des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente résolution s'imputera sur le plafond fixé par les treizième et quatorzième résolutions ;
- 3°) décide que la présente délégation, est conférée au Conseil d'administration pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

## SEIZIEME RESOLUTION

**Délégation de pouvoirs au Conseil d'administration à l'effet d'émettre des actions ordinaires et des valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital**

---

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et statuant conformément à l'article L. 225-147 alinéa 6 du Code de commerce, délègue au Conseil d'administration les pouvoirs nécessaires à l'effet de procéder, sur le rapport du ou des Commissaires aux apports mentionnés aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> alinéas de l'article L. 225-147 susvisé, à l'émission d'actions ordinaires de la Société ou de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement et/ou à terme, à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la Société, en vue de rémunérer des apports en nature consentis à la Société et constitués de titres de capital ou de valeurs mobilières donnant accès au capital, lorsque les dispositions de l'article L. 225-148 du Code de commerce ne sont pas applicables, et décide, en tant que de besoin, de supprimer, au profit des porteurs des titres ou valeurs mobilières, objet des apports en nature, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires et valeurs mobilières ainsi émises.

L'Assemblée générale décide que le plafond du montant nominal d'augmentation de capital, immédiate ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à 10% du capital de la Société tel qu'existant à la date de la présente assemblée et s'imputera sur le plafond de 4.000.000€ fixé dans la vingt-et-unième résolution.

L'Assemblée générale prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises sur le fondement de la présente délégation, pourront donner droit.

Le Conseil d'administration disposera de tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, pour mettre en œuvre la présente résolution, notamment pour arrêter la liste des titres de capital ou des valeurs mobilières apportées à l'échange, fixer la parité d'échange et, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser, statuer, sur le rapport du ou des Commissaires aux apports mentionnés aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> alinéas de l'article L. 225-147 susvisé, sur l'évaluation des apports et l'octroi d'avantages particuliers, constater la réalisation définitive des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente délégation, procéder à la modification corrélative des statuts, procéder à toutes formalités et déclarations et requérir toutes autorisations qui s'avèreraient nécessaires à la réalisation de ces apports.

Cette délégation est donnée pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente assemblée.

## **DIX-SEPTIEME RESOLUTION**

### **Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet d'augmenter le capital social par l'émission d'actions réservée aux adhérents à un plan d'épargne du Groupe**

---

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, statuant conformément aux dispositions des articles L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-129-6 et L. 225-138-1 du Code de commerce et aux articles L. 3332-1 et suivants du Code du travail :

- 1°) délègue au Conseil d'administration sa compétence à l'effet de décider d'augmenter le capital social, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, aux époques et selon les modalités qu'il déterminera, dans les conditions prévues par la loi, par émission d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires existantes ou à émettre de la Société, à souscrire en numéraire, réservées aux adhérents d'un plan d'épargne du Groupe de la Société et/ou des sociétés ou groupements, qui lui sont liés dans les conditions visées à l'article L. 225-180 du Code de commerce,
- 2°) décide que (i) le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiat ou à terme, résultant de l'ensemble des émissions réalisées en vertu de la présente délégation est fixé à **0,1%** du montant du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration, étant précisé que ce plafond est fixé compte non tenu du nominal des actions ordinaires de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements à opérer conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital, et que (ii) le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiat ou à terme, résultant des émissions réalisées en vertu de la présente délégation s'impute sur le plafond de 4.000.000€ fixé dans la vingt-et-unième résolution.

- 3°) décide de supprimer au profit des adhérents à un plan d'épargne du Groupe, le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions ordinaires ou valeurs mobilières donnant accès à des actions ordinaires, à émettre dans le cadre de la présente délégation.
- 4°) décide que le prix de souscription des actions ou valeurs mobilières émises sera déterminé dans les conditions définies aux articles L. 3332-18 à L. 3332-23 du Code du travail.
- 5°) décide de fixer la décote maximum offerte dans le cadre d'un plan d'épargne à 15% de la moyenne des cours d'ouverture de l'action Ubisoft Entertainment SA sur Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture des souscriptions ; étant précisé que le Conseil d'administration pourra réduire cette décote s'il le juge opportun, notamment en cas d'offre aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise de titres sur le marché international et/ou à l'étranger afin de satisfaire les exigences des droits locaux applicables.
- 6°) décide par ailleurs que le Conseil d'administration pourra également procéder au profit des bénéficiaires mentionnés ci-dessus à l'attribution à titre gratuit d'actions ou d'autres titres donnant accès au capital de la Société dans les conditions légales et réglementaires, à titre de substitution de tout ou partie de la décote visée au 5°) et/ou au titre d'abondement, étant entendu que l'avantage résultant de cette attribution ne pourra excéder les limites prévues aux articles L. 3332-21 et L. 3332-11 du Code du travail.

Chaque augmentation de capital ne sera réalisée qu'à concurrence du montant des actions souscrites par les bénéficiaires mentionnés ci-dessus, individuellement ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou de sociétés d'investissement à capital variable régies par l'article L. 214-40-1 du Code monétaire et financier.

Le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi, à l'effet de mettre en œuvre la présente délégation dans le respect des conditions qui viennent d'être arrêtées, et à l'effet notamment de :

- arrêter les caractéristiques, montant et modalités de toute émission,
- décider si les actions pourront être souscrites directement par les adhérents à un plan d'épargne ou par l'intermédiaire de fonds communs de placement d'entreprise ou de sociétés d'investissement à capital variable régies par l'article L. 214-40-1 du Code monétaire et financier,
- déterminer les sociétés et les bénéficiaires concernés,
- déterminer la nature et les modalités de l'augmentation de capital, ainsi que les modalités de l'émission,
- le cas échéant, fixer les conditions d'ancienneté que devront remplir les bénéficiaires pour souscrire aux actions ordinaires ou valeurs mobilières nouvelles à émettre dans le cadre des augmentations de capital objet de la présente résolution,
- fixer les montants de ces émissions et arrêter les prix de souscription, les conditions et modalités des émissions d'actions ou de valeurs mobilières qui seront réalisées en vertu de la présente délégation et notamment leur date de jouissance, et les modalités de leur libération et de leur livraison,
- arrêter les dates d'ouverture et de clôture des souscriptions,
- constater la réalisation de l'augmentation de capital par émission d'actions ordinaires à concurrence du montant des actions ordinaires qui seront effectivement souscrites,
- sur sa seule décision et s'il le juge opportun, imputer les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation,

- d'une manière générale, accomplir tous actes et formalités, prendre toute mesure ou décision et conclure tous accords utiles ou nécessaires (i) pour parvenir à la bonne fin des émissions réalisées en vertu de la présente délégation de compétence et notamment pour l'émission, la souscription, la livraison, la jouissance, la cotation des titres créés, le service financier des actions nouvelles ainsi que l'exercice des droits qui y sont attachés, (ii) pour constater la réalisation définitive de la ou des augmentations de capital, apporter aux statuts les modifications corrélatives à ces augmentations de capital, (iii) pour procéder aux formalités consécutives à la réalisation des augmentations de capital, et généralement faire le nécessaire.

La présente délégation est valable vingt-six mois à compter de la présente assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

## DIX-HUITIEME RESOLUTION

### Autorisation donnée au Conseil d'administration de consentir des options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes :

- 1°) autorise le Conseil d'administration, en application des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce, à consentir en une ou plusieurs fois, au bénéfice des membres du personnel salarié et/ou des dirigeants mandataires sociaux de la Société ou des sociétés qui lui sont liées dans les conditions visées à l'article L. 225-180 du Code de commerce, des options de souscription ou d'achat d'actions ordinaires de la Société dans les conditions ci-dessous, étant précisé que, conformément aux dispositions de l'article L. 225-182 du Code de commerce, le Conseil d'administration ne pourra pas octroyer d'options aux dirigeants mandataires sociaux et salariés de la Société et des sociétés qui lui sont liées dans les conditions visées à l'article L. 225-180 du Code de commerce, détenant plus de 10% du capital social.
- 2°) décide que (i) le nombre d'actions ordinaires susceptibles d'être souscrites ou achetées par les bénéficiaires par exercice des options qui seront consenties par le Conseil d'administration en vertu de la présente autorisation ne pourra excéder **2,6%** du nombre d'actions ordinaires existant au jour de la décision d'attribution du Conseil d'administration, étant précisé que ce plafond est fixé compte non tenu du nominal des actions ordinaires de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements à opérer conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ; et que (ii) le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, résultant des émissions d'actions ordinaires à terme réalisées en vertu de la présente autorisation s'impute sur le plafond de 4.000.000€ fixé dans la vingt-et-unième résolution.
- 3°) décide que le nombre d'options consenties aux dirigeants mandataires sociaux de la Société ne pourra pas représenter plus de 5% du total des attributions effectuées par le Conseil pendant la durée de la présente autorisation, l'exercice desdites options par les dirigeants mandataires sociaux de la Société étant lié à des conditions de performance à satisfaire fixées par le Conseil d'administration.
- 4°) décide que le prix de souscription ou d'achat des actions ordinaires par les bénéficiaires des options sera fixé par le Conseil d'administration le jour où il consentira les options aux bénéficiaires dans les limites ci-après indiquées :

- s'agissant d'options de souscription d'actions ordinaires, le prix de souscription des actions ordinaires ne pourra pas être inférieur, au choix du Conseil d'administration, à la moyenne des premiers cours constatés aux vingt séances de bourse précédant la date d'attribution des options ou au cours d'ouverture de l'action Ubisoft Entertainment SA sur Euronext Paris le jour de la décision du Conseil d'administration, étant précisé que, dans tous les cas, le prix de souscription des actions ordinaires fixé par le Conseil d'administration ne pourra être inférieur au seuil fixé par l'article L. 225-177 du Code de commerce,
- s'agissant d'options d'achat d'actions ordinaires, le prix d'achat des actions ordinaires ne pourra être inférieur à la moyenne des premiers cours constatés aux vingt séances de bourse précédant la date d'attribution des options, ni au cours moyen d'achat des actions ordinaires détenues par la Société au titre des articles L. 225-177 et L. 225-179 du Code de commerce.

Le prix fixé pour la souscription ou l'achat des actions ordinaires ne pourra pas être modifié pendant la durée de l'option, sous réserve des ajustements auxquels le Conseil d'administration devra procéder en application des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

- 5°) prend acte que les options ne pourront être consenties par le Conseil d'administration :
- dans le délai de dix séances de bourse précédant et suivant la date à laquelle les comptes consolidés, ou à défaut les comptes annuels sont rendus publics ;
  - dans le délai compris entre la date à laquelle les organes sociaux de la Société ont connaissance d'une information qui, si elle était rendue publique, pourrait avoir une incidence significative sur le cours de bourse des actions de la Société, et la date postérieure de dix séances de bourse à celle où cette information est rendue publique ;
  - moins de vingt séances de bourse après le détachement des actions d'un coupon donnant droit à un dividende ou à une augmentation de capital.
- 6°) décide que les options de souscription et d'achat d'actions ordinaires consenties en vertu de cette autorisation devront être exercées dans un délai maximal de dix ans à compter de leur attribution.
- 7°) constate que la présente autorisation comporte, au profit des bénéficiaires des options de souscription, renonciation expresse des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires qui seront émises au fur et à mesure des levées d'options de souscription. L'augmentation du capital social résultant des levées d'options de souscription sera définitivement réalisée du seul fait de la déclaration de levée d'option, accompagnée du bulletin de souscription et du paiement, en numéraire ou par compensation de créance, de la somme correspondante.

L'Assemblée générale donne tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions légales, à l'effet de :

- fixer, dans les conditions et limites légales, les dates auxquelles seront consenties les options ;
- déterminer la liste des bénéficiaires d'options, le nombre d'options allouées à chacun d'eux, les conditions d'exercice des options ;
- fixer la durée de validité des options, étant entendu que les options devront être exercées dans un délai maximal de dix ans ;
- fixer la ou les dates ou périodes d'exercice des options, étant entendu que le Conseil d'administration pourra (a) anticiper les dates ou les périodes d'exercice des options, (b) maintenir le caractère exerçable des options ou (c) modifier les dates ou périodes pendant lesquelles les actions obtenues par l'exercice des options ne pourront être cédées ou mises au porteur ;



- fixer les conditions d'exercice des options et notamment limiter, suspendre, restreindre ou interdire (a) l'exercice des options ou (b) la cession des actions ordinaires obtenues par exercice des options, pendant certaines périodes ou à compter de certains événements, sa décision pouvant (i) porter sur tout ou partie des options et (ii) concerner tout ou partie des bénéficiaires ; ces conditions pourront comporter des clauses d'interdiction de levée des options pendant une ou plusieurs périodes, ainsi que des clauses d'interdiction de revente immédiate de tout ou partie des actions ordinaires sans que le délai imposé pour la conservation des titres ne puisse excéder trois ans à compter de la levée de l'option ;
- déterminer les conditions de performance auxquelles devront satisfaire les dirigeants mandataires sociaux de la Société pour exercer les options et prendre toute décision entrant dans le champ d'application de l'article L. 225-185 du Code de commerce ;
- arrêter la date de jouissance, même rétroactive, des actions ordinaires nouvelles provenant de l'exercice des options de souscription ;
- prendre, dans les cas prévus par la loi, les mesures nécessaires à la protection des intérêts des bénéficiaires des options dans les conditions prévues à l'article L. 228-99 du Code de commerce ;
- plus généralement, conclure tous accords, établir tous documents, constater les augmentations de capital à la suite des levées d'options, modifier le cas échéant les statuts en conséquence, effectuer toutes formalités notamment nécessaires à la cotation des titres ainsi émis et toutes déclarations auprès de tous organismes et faire tout ce qui serait autrement nécessaire.

Le Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions légales, constatera, s'il y a lieu, dans les conditions légales, le nombre et le montant des actions ordinaires émises à la suite des levées d'options de souscription et apportera les modifications nécessaires aux stipulations des statuts relatives au montant du capital social et au nombre des actions ordinaires qui le représentent, le cas échéant, demandera l'admission des actions ordinaires nouvelles aux négociations sur le marché d'Euronext Paris ou tout autre marché réglementé, effectuera toutes formalités et toutes déclarations auprès de tous organismes, et sur sa seule décision, s'il le juge opportun, imputera les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces opérations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour la dotation de la réserve légale et, plus généralement, fera tout ce qui sera nécessaire.

Dans l'hypothèse où les options de souscription et/ou les options d'achat d'actions ordinaires seraient attribuées à des personnes domiciliées ou résidant à l'étranger ou à des personnes domiciliées ou résidant en France mais soumises à un régime fiscal étranger, le Conseil d'administration pourra adapter les conditions applicables aux options de souscription et/ou d'achat d'actions ordinaires afin de les rendre conformes aux dispositions du droit étranger concerné et d'assurer le meilleur traitement fiscal possible. A cet effet, le Conseil d'administration pourra à sa discrétion, adopter un ou plusieurs sous-plans applicables aux différentes catégories de salariés soumis à un droit étranger.

Conformément à l'article L. 225-184 du Code de commerce, le Conseil d'administration informera chaque année dans un rapport spécial, les actionnaires, lors de l'assemblée générale annuelle, des opérations réalisées en application des articles L. 225-177 et suivants du Code de commerce.

Cette autorisation est donnée pour une durée de trente-huit mois à compter de la présente assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute autorisation antérieure ayant le même objet.

## DIX-NEUVIEME RESOLUTION

### Autorisation donnée au Conseil d'administration d'attribuer gratuitement des actions ordinaires de la Société (hors dirigeants mandataires sociaux de la Société)

---

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité des assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes, conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce :

- 1°) autorise le Conseil d'administration à procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la Société, au profit des membres du personnel ou de certaines catégories d'entre eux qu'il déterminera parmi les salariés éligibles de la Société ou des sociétés liées au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce.
- 2°) décide que le Conseil d'administration procèdera aux attributions et déterminera l'identité des bénéficiaires des attributions ainsi que, le cas échéant, les conditions et les critères d'attribution des actions.
- 3°) décide que :
  - (i) les attributions gratuites d'actions effectuées en vertu de cette autorisation ne pourront porter sur un nombre d'actions existantes ou nouvelles supérieur à 1,5% du nombre d'actions composant le capital de la Société au jour de la décision d'attribution du Conseil d'administration, étant précisé que ce plafond est fixé compte non tenu du nominal des actions ordinaires de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements à opérer conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital et que (ii) le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, résultant des émissions d'actions ordinaires réalisées en vertu de la présente autorisation s'impute sur le plafond de 4.000.000€ fixé dans la vingt-et-unième résolution.
- 4°) décide que l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Conseil d'administration, étant entendu que cette durée ne pourra être inférieure à deux ans, et que les bénéficiaires devront conserver lesdites actions pendant une durée fixée par le Conseil d'administration, étant précisé que le délai de conservation ne pourra être inférieur à deux ans à compter de l'attribution définitive desdites actions. Toutefois, l'Assemblée générale autorise le Conseil d'administration, dans la mesure où la période d'acquisition pour tout ou partie d'une ou plusieurs attributions serait au minimum de quatre ans, à n'imposer aucune période de conservation pour les actions considérées. Pour autant que de besoin, il est rappelé que le Conseil d'administration pourra prévoir des durées de période d'acquisition et de conservation supérieures aux durées minimales fixées ci-dessus.
- 5°) décide qu'en cas d'invalidité du bénéficiaire correspondant au classement dans la deuxième ou troisième catégorie prévue à l'article L 341-4 du Code de la sécurité sociale, les actions gratuites lui seront définitivement attribuées avant l'expiration de la période d'acquisition restant à courir, et seront immédiatement cessibles.
- 6°) prend acte que la présente autorisation emporte de plein droit au profit des bénéficiaires renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions qui seraient émises en vertu de la présente résolution.

- 7°) délègue tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de délégation dans les conditions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente autorisation, dans les conditions ci-dessus et dans les limites autorisées par les textes en vigueur et notamment, fixer, le cas échéant, les modalités et conditions des attributions gratuites d'actions qui seraient effectuées en vertu de la présente autorisation, fixer les conditions d'émission et la date de jouissance des actions nouvelles à émettre, les dates de jouissance des actions nouvelles, constater la réalisation des augmentations de capital, modifier les statuts en conséquence, procéder, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, aux ajustements du nombre d'actions liés aux éventuelles opérations sur le capital de la Société de manière à préserver les droits des bénéficiaires ; et plus généralement, accomplir toutes les formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente résolution et faire tout ce qui sera utile et nécessaire dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

Le Conseil d'administration informera chaque année l'assemblée générale ordinaire, dans les conditions légales et réglementaires, en particulier l'article L. 225-197-4 du Code de commerce, des opérations réalisées dans le cadre de la présente résolution.

Cette autorisation est donnée pour une durée de trente-huit mois à compter de la présente assemblée.

#### **VINGTIEME RESOLUTION**

**Délégation de compétence au Conseil d'administration à l'effet de procéder à l'émission d'actions réservée aux salariés et aux mandataires sociaux des filiales de la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, dont le siège social est situé hors de France**

---

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport spécial des Commissaires aux comptes et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2 et L. 225-138 du Code de commerce :

- 1°) délègue au Conseil d'administration la compétence de procéder, en une ou plusieurs fois, à l'émission d'actions ordinaires de la Société dont la souscription sera réservée aux salariés et aux mandataires sociaux des filiales de la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, dont le siège social est situé hors de France (ci-après « les Filiales ») et dont la libération pourra être opérée soit en espèces, soit par compensation de créances ;
- 2°) décide (i) que le montant nominal d'augmentation de capital de la Société réalisée en vertu de la présente délégation est fixé à **0,1%** du montant du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration fixant l'ouverture de la période de souscription, étant précisé que ce plafond est fixé compte non tenu du nominal des actions ordinaires de la Société à émettre, éventuellement, au titre des ajustements à opérer conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables pour protéger les droits des porteurs de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital ; et que (ii) le montant nominal d'augmentation de capital de la Société, immédiat ou à terme, résultant des émissions réalisées en vertu de la présente autorisation s'impute sur le plafond de 4.000.000€ fixé dans la vingt-et-unième résolution ;
- 3°) prend acte que le Conseil d'administration pourra procéder à l'émission d'actions réservées aux salariés de Filiales concomitamment ou indépendamment d'une ou plusieurs émissions ouvertes aux actionnaires, aux salariés adhérents au plan d'épargne du Groupe ou à des tiers ;

- 4°) décide que le prix de souscription des actions nouvelles sera fixé par le Conseil d'administration le jour où il fixera la date d'ouverture des souscriptions, selon l'une des deux modalités suivantes, au choix du Conseil d'administration :
- prix de souscription égal à la moyenne des cours d'ouverture de l'action Ubisoft Entertainment SA sur Euronext Paris lors des vingt séances de bourse précédant la décision du Conseil d'administration, éventuellement diminuée d'une décote maximale de 15%, ou
  - prix de souscription égal au cours d'ouverture de l'action Ubisoft Entertainment SA sur Euronext Paris le jour de la décision du Conseil d'administration, éventuellement diminué d'une décote maximale de 15%, étant précisé que la modalité retenue, ou le montant de décote retenu, pourra différer selon les augmentations de capital ou les bénéficiaires ;
- 5°) décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions à émettre au profit des salariés et mandataires sociaux des Filiales ;
- 6°) décide que le Conseil d'administration aura tous pouvoirs, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi, pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment à l'effet de :
- déterminer les dates, les conditions et les modalités de la ou des émissions avec ou sans prime, déterminer le nombre global de titres à émettre,
  - arrêter la liste des bénéficiaires parmi les salariés et mandataires sociaux des Filiales, déterminer le nombre d'actions pouvant être souscrites par chacun d'entre eux,
  - arrêter le prix de souscription des actions, conformément aux modalités fixées au paragraphe 4° de la présente résolution,
  - arrêter les modalités de libération des actions dans les limites légales,
  - fixer la date de jouissance des actions à émettre,
  - procéder, le cas échéant, à toutes imputations sur la prime ou les primes d'émission et notamment celle des frais entraînés par la réalisation des émissions,
  - le cas échéant, demander l'admission des actions nouvelles aux négociations sur le marché Euronext Paris ou tout autre marché réglementé,
  - conclure tous accords pour parvenir à la bonne fin des émissions envisagées et procéder à la modification corrélative des statuts,
  - assurer la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières donnant à terme accès au capital de la Société et ce, en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables,
  - et plus généralement déterminer les conditions et modalités des opérations effectuées dans le cadre de la présente résolution, constater la réalisation de l'augmentation de capital, et effectuer toutes les formalités légales, le tout en conformité des dispositions des articles L. 225-129-2 et L. 225-138 du Code de commerce.
- 7°) décide que la présente délégation est valable pour une durée de dix-huit mois à compter de la présente assemblée et prive d'effet, pour la fraction non utilisée, toute délégation antérieure ayant le même objet.

## VINGTIEME-ET-UNIEME RESOLUTION

### Plafond global des augmentations de capital

---

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration, fixe conformément à l'article L. 225-129-2 du Code de commerce, le plafond global de l'augmentation de capital qui pourrait résulter, immédiatement ou à terme de l'ensemble des émissions réalisées en vertu des délégations de compétence ou autorisations prévues par les douzième, treizième, quatorzième, quinzième, seizième, dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième résolutions de la présente assemblée, à un montant nominal de **4.000.000€**, étant rappelé que dans la limite de ce plafond global :

- la ou les émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, objet de la **douzième résolution** de la présente assemblée, ne pourront donner lieu à un montant nominal maximum d'augmentation de capital supérieur à **1.450.000€** ;
- la ou les émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, objet des **treizième, quatorzième et quinzième résolutions** ne pourront donner lieu à un montant nominal maximum d'augmentation de capital supérieur à **1.450.000€** ;
- le montant des titres de capital et des valeurs mobilières émis en vue de rémunérer des apports en nature, constitués de titres de capital ou valeurs mobilières, consentis à la Société objet de la **seizième résolution** ne pourra excéder 10% du capital social de la Société ;
- la ou les émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit des adhérents à un plan d'épargne, objet de la **dix-septième résolution** ne pourront donner lieu à un montant nominal maximum d'augmentation de capital supérieur à **0,1%** du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration ;
- le nombre d'actions ordinaires susceptibles d'être souscrites ou achetées par les bénéficiaires d'options de souscription ou d'achat d'actions, objet de la **dix-huitième résolution**, ne pourra excéder **2,6%** du nombre d'actions ordinaires existant au jour de la décision d'attribution du Conseil d'administration ;
- le nombre d'actions ordinaires susceptibles d'être attribuées gratuitement aux bénéficiaires d'actions gratuites, objet de la **dix-neuvième résolution**, ne pourra excéder **1,5%** du nombre d'actions ordinaires existant au jour de la décision d'attribution du Conseil d'administration ;
- la ou les émissions d'actions ordinaires ou de valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit des salariés et mandataires sociaux des filiales de la Société au sens de l'article L. 233-16 du Code de commerce, dont le siège social est situé hors de France, objet de la **vingtième résolution** ne pourront donner lieu à un montant nominal maximum d'augmentation de capital supérieur à **0,1%** du capital social au jour de la décision du Conseil d'administration fixant l'ouverture de la période de souscription.

Etant précisé que le montant visé ci-dessus ne tient pas compte du montant nominal des titres de capital à émettre le cas échéant, au titre des ajustements effectués, conformément à la loi et aux stipulations contractuelles applicables, pour préserver les droits des porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société.

## VINGTIEME-ET-UNIEME RESOLUTION

### Pouvoirs pour formalités

---

L'Assemblée générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, donne tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal des délibérations de la présente assemblée à l'effet d'accomplir tous dépôts et formalités prévus par la loi où besoin sera.

# INFORMATIONS SUR LES CANDIDATS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

## Nomination (proposée à l'Assemblée générale annuelle)

### Estelle Métayer

Date de naissance : 8 avril 1970

Nationalité : canadienne et française

Nombre d'actions de la Société : 4.000

Fonctions principales en dehors de la Société :  
Présidente d'Estelle Métayer Strategy Inc. (Competia) (Ottawa/Canada)  
Professeur adjoint à l'Université de McGill (Montréal/Canada)

**Parcours** Après l'obtention d'une maîtrise en administration des affaires à Nijenrode, Estelle Métayer a commencé sa carrière chez ING Bank (alors la Banque NMB) aux Pays-Bas et en Pologne analysant les risques financiers dans les pays émergents, puis dans une filiale du groupe français Bouygues en France et au Royaume-Uni.

En 1993, elle rejoint la firme internationale de conseil en gestion McKinsey & Company (Montréal). Elle acquiert ensuite une expérience solide en analyse stratégique chez CAE Inc. en développant un processus de planification stratégique, de veille concurrentielle et de développement d'affaires.

En 1998, Estelle Métayer fonde et devient Présidente de Competia, société de conseil et de formation pour cadres dirigeants et analystes en veille concurrentielle et de planification stratégique, jusqu'à sa vente en 2004. Le site Competia.com créé en 1998 se classe rapidement comme le premier portail mondial dans le domaine de la veille concurrentielle et planification stratégique.

Estelle Métayer dispose d'une expérience riche, variée et innovante en intelligence concurrentielle et stratégique. Experte reconnue, elle accompagne les dirigeants, ou membres du Conseil d'administration afin de déterminer les outils les plus appropriés pour élaborer et affiner leur planification stratégique et d'analyse concurrentielle pour éviter les angles-morts stratégiques

Elle est une conférencière renommée dans les conférences internationales (Davos en 2012).

En qualité de professeur adjoint à l'Université de McGill, elle enseigne aux côtés du Professeur Henry Mintzberg le programme avancé en leadership, le Mastère International de Gestion de la Santé, et le Mastère International de Management Appliqué. Elle a aussi introduit avec succès la veille concurrentielle et l'analyse des angles morts dans les formations dispensées à l'Institut des Directeurs Canadiens et au MBA Exécutif de McGill-HEC. Elle intervient aussi dans différents programmes de formation avec l'IMD (Suisse), IMB (India), INSEAD (France) et M.I.T. (Etats-Unis) sur des sujets touchant l'utilisation des médias sociaux, l'innovation et l'analyse des tendances.

Estelle Métayer a siégé aux conseils d'administration des Grands Ballets Canadiens de Montréal ainsi que de Jeunesse Canada Monde. En avril 2000, Estelle remporte le prestigieux prix Arista-Sunlife dans la catégorie Entrepreneur de l'année

### Autres mandats et fonctions exercés

(au 31 mars 2012)

Aucun

### Mandats et fonctions expirés

(au cours des 5 derniers exercices)

Aucun

## Renouvellement (proposé à l'Assemblée générale annuelle)

### Gérard Guillemot

Date de naissance : 14 juillet 1961

Nationalité : française

Nombre d'actions de la Société : 520.428

Date de nomination : 28 février 1988

Date de fin de mandat : AG statuant sur les comptes clos le 31 mars 2012

Fonction principale dans la Société : Directeur général délégué et administrateur

Fonction principale en dehors de la Société : Président de Longtail Studios Inc.

**Parcours** : Diplômé de l'école de commerce EDHEC de Lille, Gérard Guillemot a soutenu la mise en place des studios nord-américains du groupe Ubisoft, fondé avec ses quatre frères. Puis, il a lancé Gameloft.com, un portail de jeux sur Internet qu'il a ensuite introduit en Bourse.

Aujourd'hui basé à New-York, Gérard Guillemot est Président de la société américaine Longtail Studios Inc. Il est également co-fondateur des groupes Guillemot Corporation (concepteur et fabricant de matériel et accessoires de loisirs interactifs sous les marques Hercules et Thrustmaster), et Gameloft (leader mondial dans l'édition de jeux vidéo téléchargeables), dans lesquels il occupe les fonctions de Directeur Général délégué en charge respectivement de la recherche marketing, et de la stratégie et du développement

### Autres mandats et fonctions exercés

(au 31 mars 2012)

#### En dehors du Groupe :

**Directeur Général délégué et administrateur** *France*: Guillemot Corporation SA, Guillemot Brothers SA, Gameloft SA

**Président** *Canada*: Longtail Studios Halifax Inc., Longtail Studios PEI Inc., Studios Longtail Quebec Inc.

**Administrateur** *Canada*: Gameloft Inc., Gameloft Live Développement Inc., Guillemot Inc., *USA*: Gameloft Inc., Guillemot Inc., *UK*: Guillemot Ltd

**Directeur** *UK*: Advanced Mobile Applications Ltd

### Mandats et fonctions expirés

(au cours des 5 derniers exercices)

#### Au sein du Groupe :

**Administrateur** *Chine*: Shanghai Ubi Computer Software Co. Ltd, *Espagne*: Ubisoft SA, *USA*: Ubisoft Inc., Ubisoft Holdings Inc., *Japon*: Ubisoft KK

#### En dehors du Groupe :

**Directeur Général délégué** *France*: Gameloft SA

**Administrateur** *France*: Jeuxvideo.com SA



## Renouvellement (proposé à l'Assemblée générale annuelle)

### Yves Guillemot

Date de naissance : 21 juillet 1960

Nationalité : française

Nombre d'actions de la Société : 836.608

Date de nomination : 28 février 1988

Date de fin de mandat : AG statuant sur les comptes clos le 31 mars 2012

Fonction principale dans la Société : **Président Directeur général**

Fonction principale en dehors de la Société : **Directeur général délégué et administrateur de Guillemot Brothers SA**

**Parcours** : A l'issue de ses études de commerce à IPME suite à l'obtention d'un bac scientifique, Yves Guillemot s'est associé avec ses frères pour se lancer dans le secteur des jeux vidéo, alors au début de sa fulgurante expansion. Président Directeur général du groupe Ubisoft, créée avec ses quatre frères et qui est aujourd'hui l'un des principaux éditeurs et distributeurs mondiaux de jeux vidéo, il a été récompensé en 2009 par le prix de l'Entrepreneur de l'année décerné par le Cabinet d'audit Ernst & Young. Co-fondateur avec ses frères du groupe Guillemot Corporation (concepteur et fabricant de matériel et accessoires de loisirs interactifs sous les marques Hercules et Thrustmaster) et du groupe Gameloft (leader mondial dans l'édition de jeux vidéo téléchargeables), il occupe au sein de Guillemot Corporation S.A., les fonctions de Directeur Général délégué chargé des relations avec les fabricants de consoles de jeux vidéo et d'ordinateurs et au sein de Gameloft S.A., les fonctions de Directeur Général délégué chargé de la stratégie et du développement.

### Autres mandats et fonctions exercés

(au 31 mars 2012)

**Au sein du Groupe : Président France (SAS)**: Ubisoft Annecy, Ubisoft EMEA, Ubisoft France, Ubisoft International, Ubisoft Montpellier, Ubisoft Motion Pictures Rabbids, Ubisoft Motion Pictures Assassin's Creed, Ubisoft Motion Pictures Splinter Cell, Ubisoft Paris, Ubisoft Production Internationale, Nadéo, Owlent **Vice-Président et administrateur USA**: Ubisoft Inc. **Directeur général/administrateur Emirats Arabes Unis**: Ubisoft Emirates FZ LLC **Président et administrateur Canada**: Ubisoft Divertissements Inc., Ubisoft Canada Inc., Ubisoft Music Inc., Ubisoft Music Publishing Inc., Ubi Workshop Inc., Hybride Technologies Inc., Ubisoft Toronto Inc., Quazal Technologies Inc., **Danemark**: Ubisoft Nordic A/S, **Inde**: Ubisoft Entertainment India Private Ltd, **Suisse**: Ubi Games SA, **USA**: Red Storm Entertainment Inc.

**Administrateur exécutif Chine**: Shanghai Ubi Computer Software Co. Ltd, Chengdu Ubi Computer Software Co. Ltd

**Administrateur Australie**: Ubisoft Pty Ltd, **Espagne**: Ubisoft SA, Ubi Studios SL, **Hong-Kong**: Ubisoft Ltd, **Italie**: Ubisoft SpA, **Japon**: Ubisoft KK, Ubisoft Osaka KK, **Roumanie**: Ubisoft Srl, **UK**: Ubisoft Ltd, Ubisoft Reflections Ltd, Red Storm Entertainment Ltd, **Singapour**: Ubisoft Singapore Pte Ltd, **Suède**: Ubisoft Entertainment Sweden A/B, Ubisoft Sweden A/B, **Finlande**: RedLynx Oy **Gérant France (SARL)**: Ubisoft Learning & Development, Ubisoft Motion Pictures, **Allemagne**: Blue Byte GmbH, Ubisoft GmbH, Spieleentwicklungskombinat GmbH, **Bulgarie**: Ubisoft EooD, **Italie**: Ubisoft Studios Srl, **Luxembourg**: Ubisoft Entertainment SARL, **Maroc**: Ubisoft Sarl, **Pays-Bas**: Ubisoft BV

**En dehors du Groupe : Directeur Général Délégué et administrateur France**: Gameloft SA, Guillemot Corporation SA **Administrateur Canada**: Gameloft Live Développements Inc., Gameloft Inc., Guillemot Inc., **USA**: Guillemot Inc., **UK**: Guillemot Ltd **Directeur UK**: Advanced Mobile Applications Ltd

### Mandats et fonctions expirés

(au cours des 5 derniers exercices)

**Au sein du Groupe : Président France (SAS)**: Ludi Factory, Ubisoft Books & Records, Ubisoft Design, Ubisoft Graphics, Ubisoft Manufacturing & Administration, Ubisoft Organisation, Ubisoft World, Tiwak, Ubisoft Computing, Ubisoft Marketing International, Ubisoft Development, Ubisoft Editorial, Ubisoft Operational Marketing, Ubisoft Support Studios, **Finlande**: Ubisoft Finland OY **Président et administrateur Chine**: Chengdu Ubi Computer Software Co. Ltd, **Canada**: Ubisoft Digital Arts, Ubisoft Vancouver, **USA**: Ubisoft Holdings Inc. **Administrateur Norvège**: Ubisoft Norway A/S, **Irlande**: Ubisoft Ltd **Gérant France (SARL)**: Ubisoft Art, Ubisoft Castelnau, Ubisoft Counsel & Acquisitions, Ubisoft EMEA, Ubisoft Gameplay, Ubisoft Market Research, Ubisoft Marketing France, Ubisoft Paris Studios, Ubisoft Production Internationale, Ubisoft Production Annecy, Ubisoft Production Montpellier, Ubisoft Design Montpellier, Ubisoft Talent Management, Ubisoft IT Project Management, Ubisoft Innovation, Ubisoft Services, Ubisoft Créa, Ubisoft Studios Montpellier, **Allemagne**: Ubisoft GmbH, **Autriche**: Ubisoft Warenhandels GmbH, Max Design Entertainment Software Entwicklungs GmbH **Liquidateur Autriche**: Ubisoft Warenhandels GmbH **Membre suppléant du Comité de Liquidation et Président Norvège**: Ubisoft Norway A/S

**En dehors du Groupe : Administrateur France** Jeuxvidéo.com SA, **USA** : Gameloft Inc.





## CONVOCATION AUX ASSEMBLEES GENERALES ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Aidez nous à préserver l'environnement en consommant moins de papier

En votre qualité d'actionnaire au nominatif d'UBISOFT ENTERTAINMENT SA et conformément à la réglementation en vigueur <sup>1</sup>, vous avez la possibilité de recevoir par voie électronique les avis de convocation <sup>2</sup> aux Assemblées générales d'UBISOFT ENTERTAINMENT SA.

Pour opter pour l'envoi des convocations par voie électronique <sup>3</sup> à compter des Assemblées générales postérieures à celle du 24 septembre 2012, il vous suffit de compléter, dater et signer le coupon-réponse ci-dessous et le retourner:

➤ soit par e-mail : [isabelle.genouel@ubisoft.com](mailto:isabelle.genouel@ubisoft.com)

➤ soit par courrier : UBISOFT ENTERTAINMENT SA (Isabelle Genouël) - 107, avenue HENRI FREVILLE - 35200 RENNES

<sup>1</sup> Article R. 225-63 du Code de commerce

<sup>2</sup> Notamment par les articles R. 225-67 et R. 225-68. Avis de convocation contenant les informations prévues par l'article R. 225-81.

<sup>3</sup> Cet engagement n'est pas irrévocable. Si vous changez d'avis et décidez de recevoir à nouveau les convocations par voie postale, il vous suffira d'en informer UBISOFT ENTERTAINMENT SA (par voie postale ou électronique) aux adresses ci-dessus visées. Pour être prise en compte cette demande devra parvenir à la Société trente-cinq jours au moins avant la tenue de toute Assemblée (article R. 225-63 du Code de Commerce).

----- ✂ -----



### COUPON-REPONSE

Envoi par voie électronique des convocations aux Assemblées générales

Je souhaite en ma qualité d'actionnaire au nominatif d'UBISOFT ENTERTAINMENT SA que me soient envoyées par voie électronique les convocations et/ou la documentation relatives aux Assemblées générales d'UBISOFT ENTERTAINMENT SA postérieures à celle du 24 septembre 2012.

Nom (ou dénomination sociale) .....

Prénom .....

Adresse électronique .....

Je m'engage en outre à transmettre à la Société toute modification concernant mes coordonnées.

Fait à .....  
Le .....

Signature



## DEMANDE D'ENVOI DE DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS

Article R. 225-83 du Code de commerce

Aidez nous à préserver l'environnement en consommant moins de papier

Les documents mis à la disposition des actionnaires peuvent être consultés et téléchargés (Article L. 225-73-1 du Code de commerce) à l'adresse suivante : <http://www.ubisoftgroup.com/> (Espace Investisseurs – Assemblée Générale 2012).

Si vous souhaitez néanmoins les recevoir par courrier, vous pouvez retourner ce document dûment complété et signé à: UBISOFT ENTERTAINMENT SA - Service Titres - A l'attention d'Isabelle Genouël - 28, rue Armand Carrel - 93108 MONTREUIL-SOUS-BOIS CEDEX

Nom (ou dénomination sociale) : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Ville, Code postal, Pays : .....

Adresse email : .....

Propriétaire de ..... actions **UBISOFT ENTERTAINMENT SA** sous la forme :

☐ nominative \*

et/ ou

☐ au porteur (joindre une copie de l'attestation de participation délivrée par l'intermédiaire financier habilité)

Demande, l'envoi des documents et renseignements concernant **l'Assemblée générale mixte du 24 septembre 2012**, tels qu'ils sont visés par l'article R. 225-83 du Code de commerce, au format suivant :

☐ papier, à l'adresse postale indiquée ci-dessus

☐ fichier électronique, à l'adresse email indiquée ci-dessus

Fait à .....

le .....

Signature

**\*AVIS** : Conformément à l'article R. 225-88 du Code de commerce, les propriétaires d'actions nominatives peuvent, par une demande unique, obtenir de la Société l'envoi de documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code de commerce à l'occasion de chacune des assemblées générales ultérieures.

**UBISOFT ENTERTAINMENT**  
Société anonyme à Conseil d'administration  
au capital de 7 378 555,91€  
Siège social : 107, avenue Henri Fréville  
BP 10704 - 35207 RENNES CEDEX 2  
335 186 094 RCS RENNES